



Légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique

Caroline Guibet Lafaye

► To cite this version:

Caroline Guibet Lafaye. Légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique. *Sociologie et Sociétés*, 2017, 49 (1), pp.239-267. <10.7202/1042817ar>. <hal-01701058>

HAL Id: hal-01701058

<https://hal.science/hal-01701058v1>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

LEGITIMER, RATIONALISER, EXPLIQUER LA VIOLENCE POLITIQUE

*Rationaliser la violence politique*¹

Caroline GUIBET LAFAYE²

Résumé : Bien que dans les sociétés démocratiques et libérales, l'usage de la violence, visant à promouvoir des idées ou des options politiques, soit réprouvé, il constitue pour bien des groupes une manière de « faire de la politique d'une autre façon ». Nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de mouvements politiques dits d'extrême gauche. Celle-ci permet d'identifier quatre répertoires de légitimation de la violence politique. Cette recherche permet ainsi d'enrichir l'opposition entre légitimation instrumentale *vs.* légitimation normative de la violence (voir Sommier, 2008) mais également les « techniques de neutralisation » discursives mises en évidence par la sociologie de la déviance (voir Sykes et Matza, 1957) et employées par les contrevenants pour légitimer leurs actes.

Mots-clefs : Violence, révolution, injustice, déviance, extrême gauche.

Abstract: Although democratic and liberal societies proscribe the use of violence to promote political ideas, political violence is considered by some groups as a manner of doing politics in a different way. We conducted a qualitative sociological survey among French far left groups. In their discourse, we identified four grammars of legitimation of political violence used by these political groups. This research contributes to knowledge concerning the dual grammar of instrumental *vs.* normative legitimations of political violence (see Sommier, 2008). It also broadens knowledge of the “techniques of neutralization” described by Sykes and Matza (1957) in their study of deviance.

Key words: Violence, revolution, injustice, deviance, extreme left-wing.

¹ Ce travail a été réalisé dans le cadre du laboratoire d'excellence Tepsis porté par l'EHESS, portant la référence ANR-11-LABX-0067.

² CNRS, Centre Émile Durkheim (UMR 5116), Univ. de Bordeaux, Département Sciences Humaines et Sociales, 3^{er} Place de la Victoire, 33076 Bordeaux. Contact : c.guibetlafaye@wanadoo.fr; caroline.guibetlafaye@u-bordeaux.fr.

Introduction

Il existe, dans les sociétés démocratiques libérales, une pression culturelle accrue pour disqualifier le recours à la force. Les acteurs, cherchant à s'imposer à travers elle, dans les systèmes démocratiques contemporains, sont désignés d'un stigmat. La violence surgit ainsi comme une forme de déviance qu'il revient à la psychologie, à la sociologie et aux sciences politiques d'expliquer. Les justifications idéologiques dotées d'une forme d'autorité intellectuelle se sont effacées avec l'évolution du marxisme occidental et l'obsolescence de ces discours.

Quoique la violence soit souvent appréhendée comme une déviance (Merton, 1971), il existe dans les démocraties libérales des formes de violence modérées, banales, acceptées. Inscrites *de facto* dans le jeu institutionnel commun, ces formes de violence, telles que les occupations illégales de la voie publique, les barrages routiers, les déprédations bénignes, les actions spectaculaires de destruction matérielle, certaines séquestrations, constituent une manière de « faire de la politique d'une autre façon » (voir Braud, 1993) qui se distinguent par exemple de la désobéissance civile. À l'inverse et bien que globalement réprouvée par la culture dominante, la violence jouit d'une valorisation dans certains groupes sociaux et politiques – notamment anarchiste, révolutionnaire, autonome mais aussi nationaliste. Cette valorisation repose sur plusieurs raisons, non exclusives, qu'il s'agisse de se conformer à l'image négative du groupe, renvoyé par l'environnement, dans une logique de retournement du stigmat ; que cette valorisation s'enracine dans un modèle social, tel la figure du « bandit social » ; qu'enfin elle bénéficie d'une légitimation instrumentale, grâce en particulier à un vecteur idéologique (voir Sommier, 2008, p. 12).

Nous étudierons, dans ce texte, le cas français et les justifications émanant de l'extrême gauche du spectre politique, depuis la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, à partir d'entretiens biographiques approfondis. La violence révolutionnaire, sur le temps long, constitue un « renouvellement du répertoire de l'action collective d'extrême gauche dans une période de crise organisationnelle des courants radicaux européens » (Rapin, 2000, p. 54). La violence politiquement revendiquée est utilisée comme un outil, mobilisé à partir d'un cadre normatif construit, justifié et légitimé. Elle consiste alors en « des actes de désorganisation, destruction, blessures dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social » (Nieburg, 1969, p. 13).

Notre perspective consistera à décrire les registres et répertoires convoqués pour justifier la violence illégale dont les activistes, les militants, les acteurs sont accusés par les institutions détentrices du monopole de la violence légitime. Que la violence renvoie à des atteintes aux biens ou aux personnes, nous l'appréhenderons, dans une perspective exclusivement descriptive, comme des « actes de désorganisation » (Nieburg, 1969), visant une « perturbation de la stabilité et de la tranquillité de l'organisation politique » (Lupsha, 1971, p. 89)¹. Nous mettrons en perspective cette violence aussi bien avec les textes théoriques d'organisations ayant assumé la lutte armée en France qu'à partir des discours des militants l'ayant convoquée. Cette analyse permettra d'appréhender les phénomènes abordés sous le prisme de la radicalisation politique², dans une société démocratique, lorsque la violence est

¹ Notre approche converge avec celles tendant à historiciser et « normaliser » l'objet « violence », en l'abordant comme une forme de l'action collective. Nous nous plaçons ainsi dans une logique continuiste, postulant une continuité entre les formes d'engagement que nous analysons et d'autres formes d'engagement (voir Graham et Gurr, 1969 ; Sommier, 2012).

² Par l'expression de « radicalisation politique », nous renvoyons ici à l'interprétation actuelle qui qualifie de radicaux des individus employant des moyens d'actions décrits comme violents, sans nécessairement distinguer la

mise en œuvre et justifiée au nom de projets de contre-société ou d'émancipation. Elle contribuera à apporter un éclairage compréhensif sur les révoltes ou les mouvements sociaux contre l'injustice sociale et la violence d'État. Elle constituera ultimement une mise en perspective, pour l'Europe occidentale, de la résistance au capitalisme qui, depuis les années 1970-1980, a mené à la lutte ou à la propagande armées. Ces éléments justifieront un regard critique sur la thèse faisant de la violence politique le fruit de la frustration relative (Gurr, 1970), entendue comme le résultat d'un état de tension entre des satisfactions attendues et des satisfactions refusées ou encore comme un écart négatif entre ce que des individus se considèrent en droit d'attendre et ce qu'ils reçoivent effectivement.

Recourir à la violence n'a rien d'insignifiant ni de systématique. L'engagement violent requiert des grilles d'analyse que n'épuise pas l'engagement commun. La décision d'engagement dans l'activisme à faible ou haut risque¹ suppose d'assumer – et d'anticiper – des dangers aussi bien physique, social, légal que financier (ou autre) (voir McAdam, 1986, p. 67). La littérature sociologique, dans son étude de la violence politique, a jusqu'à présent souligné la prééminence de deux répertoires de légitimation de cette dernière – répertoire normatif et répertoire instrumental (voir Sommier, 2008)². L'enquête de sociologie compréhensive que nous avons menée vise à élargir et à pluraliser les répertoires de légitimation à partir des arguments convoqués par les acteurs mettant en œuvre la violence.

Les justifications et légitimations de l'action violente se laissent saisir à partir du « vocabulaire des motifs » que la théorie du « cadrage » (*frame analysis*) (voir Goffman, 1974 ; Benford et Snow, 2000, 2012) aide à appréhender. Les cadres constituent des « schèmes d'interprétation » à partir desquels les individus « localisent, perçoivent, identifient et étiquettent » (Goffman, 1974, p. 21) des situations de la vie ordinaire et, plus généralement, des situations auxquelles ils sont confrontés. Les cadres confèrent un sens à des événements et à des situations. Ils organisent l'expérience et orientent l'action.

La théorie du cadrage a été appliquée, en particulier dans le monde anglo-saxon, aux mouvements sociaux et à l'action collective n'ayant pas recours à des actions violentes. Nous convoquerons cette théorie pour appréhender les discours producteurs de sens et de légitimation, issus d'organisations et d'acteurs ayant recours à la violence pour des raisons idéologiques. Cette théorie permettra de saisir la fonction des idées et des significations dans la mobilisation des groupes. La légitimation de la violence constitue, dans les organisations ou les mouvements des gauches non réformistes, notamment révolutionnaires, des cadres de l'action collective, dans la mesure où ils orientent l'action (voir Benford et Snow, 1988) et ont également une fonction motivationnelle³. La référence à ce cadre conceptuel autorise une construction de sens, contribuant à produire et à définir la signification des idées utilisées pour mobiliser ou contre-mobiliser (voir Benford *et al.*, 2012, p. 223). Cette perspective permet notamment d'aborder d'une façon qui ne soit pas simplement descriptive et statique les

production d'idéologies ou de croyances, perçues comme extrémistes, du recours à des moyens d'actions violents et, dans certains cas, terroristes (voir Borum, 2011, p. 30).

¹ À la différence de l'activisme à faible ou haut coût mesuré en termes de temps, d'énergie et d'argent (McAdam, 1986).

² L'auteure estime par exemple que le passage d'une violence sociale à une violence politique serait facilité par deux facteurs incitatifs (voir Sommier, 2008, p. 95). D'une part, la diffusion de justifications normatives à la violence, c'est-à-dire d'une idéologie ou d'une éthique légitimant son recours : droit de résistance à l'oppression, théorie du tyrannicide aux XVI^e-XVII^e siècles, marxisme, anarcho-syndicalisme, théories de la libération. D'autre part, la diffusion de justifications instrumentales (efficacité historique de la violence, sentiment de marginalisation du groupe). Est ici à l'œuvre la conviction, fondée sur les expériences antérieures, de l'efficacité pratique de la violence qui « seule paye ».

³ Notre analyse ne porte pas sur l'opportunité du recours à la violence, dans un contexte donné, mais sur les justifications et les légitimations de son usage. Cette distinction explique également la permanence des paradigmes justificatifs dans la mouvance étudiée, convergeant vers une idéologie anarcho-révolutionnaire.

contenus signifiants (croyances, valeurs, motifs idéologiques¹), et de les intégrer à une logique analytique et dynamique. Elle suppose également de considérer les acteurs des mouvements sociaux comme des agents signifiants, activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens, auprès des autres membres des organisations, de leurs adversaires, ainsi qu'auprès de leurs auditoires ou des observateurs (voir Benford et Snow, 1988).

Dans ce qui suit, nous reviendrons, dans un premier temps, sur les théories sociologiques de la violence politique et de la déviance pour ensuite mettre en évidence, à partir de l'enquête réalisée, les répertoires de légitimation de la violence politique convoqués par l'extrême gauche pour des actes qui ont été commis au cours des quarante dernières années. Ce parcours permettra d'enrichir les principaux modèles traditionnellement convoqués en sociologie, pour rendre raison et donner un sens à la violence politique.

L'ENQUETE

Nous avons mené entre mars et décembre 2016, une campagne d'entretiens semi-directifs qui nous a conduites² à rencontrer, sur le territoire national, 44 personnes, actives entre la fin des années 1960 et aujourd'hui (voir tableau 1)³. Nous les avons contactées soit directement soit par la méthode « boule de neige », consistant à demander aux personnes interrogées d'indiquer d'autres contacts susceptibles d'être concernés par l'enquête. Cette dernière méthode présente incontestablement des biais de sélection, tenant notamment à ce que les personnes acceptant l'entretien sont tendanciellement celles qui ont le plus l'habitude de prendre la parole, qui sont déjà entrées dans une démarche de témoignage, qui n'ont pas de prévention à l'égard de la démarche universitaire ou l'égard du fait de témoigner auprès de personnes « n'appartenant pas au milieu ». S'y ajoute la difficulté d'approcher des dissidents de ces groupes et les individus qui ont quitté les mouvements avant leur dissolution ou se sont éloignées de l'idéologie qu'ils portaient à l'époque. Enfin les intermédiaires étant souvent des hommes, se pose la difficulté de l'accès aux activistes femmes, ayant participé à ces mouvements.

Lorsqu'elles l'ont accepté, nous avons échangé avec les personnes clefs de mouvements révolutionnaires des années 1960 à 1980. Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Toutes les personnes ont été interrogées en milieu ouvert. Bien que ces individus aient des profils variés du fait de leur appartenance idéologique ou des mouvances dans lesquelles ils s'inscrivent (qu'ils soient communistes révolutionnaires, anarchistes, autonomes ou militants antifascistes), tous relèvent de courants qualifiés aujourd'hui d'extrême gauche ou de gauche radicale⁴. Cette unité idéologique recouvre toutefois un large spectre d'actions qui vont du piratage de sites internet à des assassinats. De même, les sanctions qui leur ont été infligées sont hétérogènes puisque certains ont été condamnés à perpétuité, alors que d'autres ont simplement été placés en garde à vue sans plus de poursuite, voire n'ont jamais eu à faire avec la justice. Parmi les 44 individus, 14 sont des femmes (*i.e.* quasiment un tiers). Le plus

¹ Nous distinguons l'idéologie, d'une part, des cadres de l'action collective, d'autre part, pour autant que la première coïncide avec un ensemble cohérent et relativement durable de croyances, pesant sur les orientations politiques d'un individu ainsi que sur les dispositions qu'il déploie dans la vie quotidienne (voir Thompson, 1964). Les cadres de l'action collective, en revanche, amplifient ou prolongent les motifs idéologiques existants ou contribuent, *a contrario*, à les contrecarrer. À la différence de l'idéologie, les cadres de l'action collective consistent en des ensembles de croyances et de significations, *orientés vers l'action*, ayant une fonction de matrice et de légitimation des activités menées par les organisations sociales (voir Snow et Benford, 2000).

² L'enquête a été menée en collaboration avec Alexandra Frénod (CNRS, Gemass) pour le volet français.

³ Une douzaine de personnes ont refusé l'entretien ou n'ont pas donné suite aux premiers échanges que nous avons eus avec elles.

⁴ D'autres expressions pourraient également les qualifier : « ultra-gauche », « gauche extraparlamentaire ».

jeune a 19 ans, le plus âgé 85 ans. Les individus se répartissent comme suit dans les différents groupes de la gauche radicale.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques¹

Groupes	Nombre
Gari	10
AD et sa mouvance	9
Napap	2
GP	4
anarchistes	2
antifascistes	6
Camarades ²	2
Black Blocs ³	6
Autonomes ⁴	3
Total	44

A. De l'explication à la justification de la violence politique

1. APPORTS D'UNE SOCIOLOGIE COMPREHENSIVE

La référence à la théorie du cadrage permet de développer une sociologie compréhensive, épousant « un processus qui se construit à partir de la signification qui est donnée [à l'action] par ceux qui la réalisent » (voir Weber, 1922). De ce point de vue, comprendre et expliquer la violence « requiert de tenir compte des “motifs” rationnels qui animent probablement les individus lorsqu'ils agissent. » (Ogien, 1995, p. 78) Cependant une théorie compréhensive ne se borne pas à relater les commentaires que les individus émettent à propos de ce qu'ils font. Il s'agira pour nous de produire une analyse des motifs rationnels que se donnent les acteurs – voire qu'ils reconstruisent *a posteriori*, avec parfois plusieurs décennies d'écart, pour expliquer et justifier leurs actions. Qu'entend-on par un motif et un motif rationnel ?

En son acception wébérienne, la notion de motif renvoie à « un ensemble significatif » qui semble constituer aux yeux de l'agent ou de l'observateur la « raison » significative d'un comportement. Cet ensemble paraît « *significativement adéquat* », lorsque le comportement présente une cohérence et que la relation entre ses éléments est reconnue par nous comme constituant un ensemble significatif typique (disons « juste ») suivant nos habitudes moyennes de penser et de sentir (voir Ogien, 1995, p. 78).

On considère alors qu'« “une interprétation causale juste d'une activité concrète signifie que le déroulement extérieur et le motif sont reconnus comme se rapportant l'un à l'autre et sont compréhensibles significativement dans leur ensemble.” » (Ogien, 1995, p. 78) Sur

¹ Certaines des personnes que nous avons rencontrées ont fait à la fois partie des Gari et d'AD par exemple. Dans ces cas de doublons, les individus n'ont été comptés qu'une fois dans le groupe le plus récent historiquement, c'est-à-dire dans l'exemple évoqué dans AD plutôt que dans les Gari. De même, des autonomes et des antifascistes peuvent occasionnellement participer aux cortèges de tête.

² Le groupe *Camarades* naît en 1974 et est à l'origine d'une revue dont le premier numéro paraît en avril 1974.

³ Voir « Black Bloc, au singulier ou au pluriel... mais de quoi s'agit-il donc ? + communiqués », éd. Turbulences, sept. 2000. Toutefois nous ferons référence dans ce qui suit au « cortège de tête » des manifestations plutôt qu'au Black Bloc, davantage connoté péjorativement.

⁴ Cette catégorie regroupe des individus se revendiquant comme autonomes mais ne participant pas de façon continue à un groupe organisé, tel les organisations antifascistes. Certains interviennent occasionnellement dans les cortèges de tête. Sur la mouvance autonome française, voir Schifres, 2004.

l'interprétation de la violence politique, l'écart est souvent très important selon que l'explication est proposée par des acteurs placés à distance de ceux qui ont œuvré ou selon qu'elle émane de ces derniers. On parle d'interprétation causale juste d'une activité typique, lorsqu'il apparaît que « le déroulement de l'activité reconnue est aussi bien *significativement adéquat* (à un degré quelconque) que causalement adéquat (à un degré quelconque). » (Weber, 1922, p. 10-11) »

Bien que les media présentent fréquemment la violence comme un débordement ou une dérive (voir Guibet Lafaye, 2017), l'individu qui commet une action illégale voire violente est pris dans un régime d'obligations dont il connaît les principes. Il inscrit son action dans un monde socialement organisé, en acceptant une série de préalables. Il suit des normes et des règles, fussent-elles reconnues au sein exclusivement d'une minorité, il agit de façon rationnelle. Comme chacun, le criminel, le marginal, le dépendant agissent de façon réglée dans l'univers organisé, en partageant *l'essentiel* de nos idées de sens commun, à propos du monde et de la vie en société. (Ogien, 1995, p. 160)

Dans le cadre des théories causales et compréhensives de la déviance, cette rationalité est envisagée sans convoquer les postulats de la théorie du choix rationnel. Les premières montrent au contraire comment rationalités cognitive (le raisonnement) et praxéologique (la pratique) sont indissociablement mêlées. La sociologie de la déviance a admis assez tôt que commettre une infraction est moins un acte individuel qu'un type de conduite déterminé par l'organisation sociale d'une forme d'activité, fixant les principes auxquels le contrevenant doit se conformer (voir Robert *et al.*, 1998)¹. La déviance, dont l'usage de la violence dans nos sociétés constitue une illustration, apparaît alors comme un comportement « normal » qui peut être empiriquement décrit, à partir du recueil et de l'analyse des explications que les déviants donnent au sujet des « bonnes raisons » de leur infraction à la loi et à l'ordre (voir Ogien, 1995, p. 146). Ainsi le sens de leurs actions émane à la fois des rationalisations qu'ils en proposent et se constitue dans l'interaction (voir Parsons, 1937) car l'activité pratique réclame de la part des acteurs qu'ils construisent la signification du rapport social dans lequel ils sont engagés.

Le sens de leurs actions émane à la fois des rationalisations qu'ils en proposent et se constitue dans l'interaction (voir Parsons, 1937) car l'activité pratique réclame de la part des acteurs qu'ils construisent la signification du rapport social dans lequel ils sont engagés. Ces orientations ont le mérite de souligner qu'un acte tenu pour déviant, lorsqu'il est décrit à l'aide de critères relevant d'un certain ordre normatif, peut, à l'inverse, être considéré comme normal, lorsqu'il est appréhendé en usant de critères propres à un autre ordre normatif.

2. THEORISER LA VIOLENCE OU JUSTIFIER LA DEVIANCE ?

L'explication de la violence politique s'est appuyée sur plusieurs théories, qu'il s'agisse du néo-fonctionnalisme (Wieviorka, 1998), des théories de la frustration relative (Gurr, 1970 ; Berkowitz, 1989), de la mobilisation des ressources (Tilly, 1978), de la structure des opportunités politiques (Fox Piven et Cloward, 1977). Bien que cette littérature se soit peu intéressée à ses justifications, on a coutume de considérer que le passage d'une violence sociale à une violence politique est facilité par l'usage de justifications normatives et instrumentales (voir Gurr, 1970), variables selon les pays et la singularité de leur parcours historique. Les premières s'illustrent dans l'idéologie voire dans une éthique légitimant sa mise en œuvre, qu'il s'agisse du droit de résistance à l'oppression (à travers la « juste colère des travailleurs »,

¹ C'est ce qu'on voit assez bien dans les principes d'action que se donnent les acteurs utilisant la violence et les « règles éthiques » qui guident son usage de la violence comme leurs conduites déviantes.

le « désespoir de la paysannerie », « la Cause de la Révolution », la « réponse à la répression policière », qu'il soit question de la théorie du tyrannicide aux XVI^e-XVII^e siècles, du marxisme, de l'anarcho-syndicalisme, des théories de la libération (voir Sommier, 2008, p. 14). Les justifications instrumentales, en revanche, convoquent le répertoire de l'efficacité historique de la violence ou un sentiment de marginalisation du groupe. Les acteurs s'affirment alors convaincus, sur le fondement d'expériences antérieures, de son efficacité pratique, conformément à l'idée que « seule la violence paye ».

La littérature sociologique consacrée à la déviance, à la différence des théories précédemment évoquées, a davantage tenté de systématiser les justifications, formulées par les acteurs de la violence et, plus particulièrement, de la déviance. Elle a ainsi mis en évidence les rationalisations produites par le contrevenant, lorsqu'une transgression est découverte, à travers ce qu'elle nomme les « techniques de neutralisation ». Celles-ci désignent les mécanismes par lesquels l'individu élabore de bonnes raisons pour suspendre provisoirement la validité d'une norme légale ou morale et se sentir ainsi autorisé à commettre la transgression. Dès lors, l'apprentissage de la déviance ne consiste pas tant à intérioriser les valeurs d'une sous-culture – s'opposant au système normatif supposé régir l'ordre social dominant – qu'à acquérir la maîtrise de techniques de neutralisation, permettant à l'individu de maintenir sa croyance en la validité de l'ordre légitime,¹ tout en en violant les règles (Sykes et Matza, 1957, p. 666 *et sq.*).

Ces techniques sont au nombre de cinq. Il s'agit 1. du déni de responsabilité par lequel l'individu prétend agir sous l'emprise de causes externes ; 2. du déni du mal causé consistant à requalifier les actes en les minorant² ; 3. du déni de la victime qui suggère que cette dernière mérite le sort qui lui a été fait ; 4. de l'accusation des accusateurs, consistant à s'en prendre aux mobiles de ceux qui condamnent l'acte déviant qu'il s'agisse des forces de l'ordre, des institutions de justice ou de gouvernement. Par cette technique, l'individu conteste la légitimité de ceux qui dénoncent ses agissements, et contribue à faire passer l'illégalité de sa conduite au second plan. 5. Enfin, la soumission à des loyautés supérieures permet au contrevenant de convoquer un système normatif propre à un groupe religieux, une organisation criminelle ou clandestine, un groupes de pairs, à des relations d'amitié, à un code d'honneur et de solidarité de la famille, pour justifier qu'il passe outre les prescriptions du système normatif général. L'individu est alors confronté à un dilemme exigeant d'une part l'allégeance due à la société et, d'autre part, celle due aux proches.

La référence aux techniques de neutralisation permet de s'écarter de l'interprétation de la déviance en termes de sous-culture délinquante, c'est-à-dire d'un monde de valeurs *spécifiques* qui se reproduit et circonscrit une altérité, pour privilégier l'interprétation en référence à une norme d'action organisée autour d'« un certain rapport à la culture conventionnelle et à l'égard de la loi » (Herpin, 1970, p. 125) qu'un individu apprend à mettre en œuvre de façon adéquate. Cette approche privilégie la rationalité cognitive, l'action et ses normes plutôt que la culture ou les valeurs, et présuppose que la conduite du déviant doit être appréhendée sous l'angle de ses caractéristiques universelles.

La possibilité de passer outre le conflit entre registres *d'interprétation* opposés de l'action consiste à neutraliser, momentanément et selon les circonstances, la référence à l'un ou l'autre des registres (celui de la normalité et celui de la déviance) dont l'individu se sert pour concevoir et expliquer son action (voir Matza, 1969, IV. 1.1, p. 137-141). Notre analyse convoquera les théories de la déviance pour aborder de façon critique les argumentaires mobilisés par les acteurs. Elle s'appuiera également sur la théorie du cadrage pour reconstruire les cadres de l'injustice dans lesquels s'inscrit la nécessité du recours à des actes qualifiés de violents. La théorie du cadrage a déjà été convoquée dans l'analyse des sentiments

¹ Il se trouve que dans les cas étudiés la « croyance dans la validité de l'ordre légitime » a totalement disparu.

² Le vol de voiture pouvant par exemple être présenté comme un emprunt.

d'injustice et dans des études de cas (Cable et Shriver, 1995 ; Čapek, 1993 ; Carroll et Ratner, 1996 ; Klandermans et Goslinga, 1996) mais assez peu pour aborder le recours à la violence politique. Elle l'a été pour analyser la violence dans un registre non politique (de Fornel, 1993) ainsi que dans le traitement par les *media* de la déviance et de la construction publique des problèmes sociaux (Frau-Meigs, 2010). Elle a été mobilisée pour aborder la violence politique des États, en vue d'identifier les facteurs politiques et économiques, conduisant soit à la répression (violence unilatérale) soit à la guerre civile (violence entre parties adverses) (Besley et Persson, 2011), mais également pour mettre au jour la réalité et le sens de la violence au sein des relations internationales (Thomas, 2011). La théorie du cadrage, dans ce contexte, permet non seulement de dévoiler des formes de violence à l'œuvre dans ces interactions mais aussi de souligner les processus de légitimation entretenus par les approches classiques des relations internationales au même titre que le jeu normatif qu'elles déploient. Elle se trouve identiquement à l'œuvre pour élucider les logiques d'(in)sécurisation contenues dans certaines pratiques militaires, en l'occurrence de l'OTAN en Lybie, ainsi que la mise en sens de l'usage de la violence, dans le cadre d'interventions militaires internationales, et de l'(in)sécurité, à travers une dichotomie entre une violence dite instrumentale-rationnelle, émanant de l'OTAN, et celle du régime Kadhafi, dépeinte comme irrationnelle et indiscriminée (voir Pomarede, 2014).

Concernant les aspects qui retiennent notre attention, les cadres de l'injustice sont institués comme un mode d'interprétation, produit par les acteurs et en référence auxquels les actions d'une autorité sont définies et identifiées comme injustes (voir Gamson *et al.*, 1982 ; Carroll et Ratner, 1996a et b ; Benford et Snow, 2012, p. 227). Ils sont particulièrement mobilisés, lorsque les acteurs et les organisations exigent un changement politique et/ou économique car ils légitiment et rendent possibles certaines formes d'action. L'élucidation de ces cadres de l'action collective, orientés vers l'action (voir Benford et Snow, 1988), permettra donc de souligner leur fonction motivationnelle dans l'usage de la violence. Ainsi nous aborderons d'une façon qui ne soit pas simplement descriptive et statique les contenus signifiants (croyances, valeurs, motifs idéologiques¹), et les intégrerons à une logique analytique et dynamique. Une perspective de sociologie compréhensive enfin nous aidera à saisir les façons dont les modes d'action du politique se construisent à l'extérieur des structures qui lui sont traditionnellement consacrées et dans un espace délégitimé par l'espace institué du politique.

Cette approche empirique conduira à élargir, à partir des arguments évoqués par les acteurs eux-mêmes, le spectre des répertoires de légitimation de la violence mis en évidence par l'analyse sociologique de la violence politique ainsi que par les approches rationalistes de la déviance. En effet, que l'on fasse référence au modèle dichotomique des justifications normatives et instrumentales de la violence ou aux techniques de neutralisation de la déviance, les explications et justifications des acteurs à propos de leurs actes permettent d'enrichir ces cadres conceptuels. La cartographie réalisée des arguments recueillis déborde les deux cadres d'analyse proposés. En particulier, certains arguments – dont on peut considérer qu'ils sont d'ordre normatif – ont été sous-estimés, qu'il soit question de la primauté de la violence du système (social, socioéconomique), en l'occurrence des effets sur les vies, la santé et les parcours des conditions de travail et de précarité dans les sociétés occidentales mais aussi dans les pays du Nord, de la violence du pouvoir étatique² ; le fait que

¹ Nous distinguons l'idéologie, d'une part, des cadres de l'action collective, d'autre part, pour autant que la première coïncide avec un ensemble cohérent et relativement durable de croyances, pesant sur les orientations politiques d'un individu ainsi que sur les dispositions qu'il déploie dans la vie quotidienne (voir Thompson, 1964). À la différence de l'idéologie, les cadres de l'action collective consistent en des ensembles de croyances et de significations, *orientés vers l'action*, ayant une fonction de matrice et de légitimation des activités menées par les organisations sociales (voir Snow et Benford, 2000).

² Il sera ici question à la fois du système judiciaire mais surtout répressif, à travers le thème notamment des violences policières mais aussi des exécutions arbitraires comme celle de Laouri dit « Farid » Benchellal, militant

l'engagement implique, par lui-même, non seulement une certaine forme d'illégalité (notamment dans l'aide apportée à des camarades) mais aussi des actes violents (cas de l'antifascisme ou de l'antifranquisme); le sentiment d'injustice suscité par la violence et souvent la mort infligée à d'autres (des camarades ou des individus perçus comme tels ou bien comme opprimés); enfin l'idée que les acteurs sont contraints, par le système en place, d'utiliser la violence. Interviennent également dans le spectre des justifications, l'identification au rôle, l'engagement assumé et la cohérence revendiquée par les acteurs¹, présupposant qu'être révolutionnaire ou antifasciste – bien que dans une moindre mesure toutefois – implique le recours à la violence (car, pour le premier, le système ne s'effondrera pas de lui-même, et, pour les seconds, les « fascistes » sont des individus violents qui doivent être combattus avec leurs propres armes (voir infra U.).

B. Répertoires de légitimation de la violence politique

L'enquête menée a permis de distinguer quatre catégories de répertoires de légitimation de la violence, présentant chacun plusieurs sous-entrées. La violence mise en œuvre par les acteurs rencontrés consiste principalement en une violence de type « *conspiracy* », c'est-à-dire dans des actions ponctuelles d'une minorité agissante (complots, attentats, assassinats politiques) (voir Gurr, 1970). Elle se distingue aussi bien des émeutes populaires spontanées, faiblement voire pas organisées (*turmoil*), que de la guerre civile et de la révolution (*internal war*), caractérisée par son ampleur, par l'alliance masse/élites et le projet de renversement du pouvoir en place.

Les discours recueillis proposent à la fois des justifications et des explications des actes commis, susceptibles d'articuler implicitement des arguments de légitimation. Ainsi le fait d'avoir subi la répression policière désinhibe les individus dans leur usage de la violence. [Tel peut également être le cas de l'inscription de sa propre violence dans une tradition de lutte historique (ou pré-existante), présente de longue date dans l'environnement de l'enquêté².] Nous distinguerons également, dans les discours recueillis, les motivations des croyances³. L'analyse a permis de discerner quatre répertoires principaux de justification de la violence politique : la nécessité de la violence, la violence comme stratégie, la violence inhérente à un certain engagement politique, la disqualification de l'accusation de violence. Les occurrences de ces répertoires dans les 43 entretiens se distribuent comme suit :

Tableau 2 : Occurrences des répertoires de légitimation de la violence dans les entretiens

Nécessité de la violence				Usages stratégiques de la violence		Engagement impliquant la violence	Accusation des accusateurs		
Violence	Inversi	« Acte	Violen	Inefficac	Propagande par le fait		Violen	Injustice	Être

d'Action Directe, qui meurt 22 décembre 1981 au commissariat d'Helsinki quelques heures après son arrestation et après avoir été torturé.

¹ « “armé”, ça voulait dire dans notre théorie, un groupe conséquent. Sinon on peut pas parler de révolution, et d'insurrection armée... [...] C'est beaucoup plus tard que les gens ont théorisé la prise d'armes. Vraiment. Après 1968 ça a été naturel. Totalement naturel. Je vous dis : être conséquent ou ne pas être conséquent. Voilà. On a commencé nos premiers attentats juste après 68. » (C., membre fondateur d'AD)

² « Alors qu'à une période, c'était... – c'est un peu ce qui apparaît dans le bouquin sur la GP... À partir de 67, tous ces mouvements violents qu'il y a en Bretagne, à Sud-avion, un peu partout, qui ont fait naître la violence qui a eu en 68, c'était une violence qui dure de longue date. Après t'as eu en 53, les grèves... en 48 quand c'était Jules Moch qui faisait tirer sur les mineurs à la mitrailleuse... dans le nord... » (L.)

³ « la notion de motivation ne se place pas sur le plan objectif qui est celui du réel mais au niveau du désir [...] qui est celui de l'imagination » (Elster, 2005).

	révolutionnaire	on du rapport de forces	s de justice »	ce défensive	ité des autres moyens					ce du système	de la violence	poussé à la violence
						Débloquer une situation	Résister	Démontrer				
	20	9	22	25	17	21	9	24	30	27	10	9
Total	76				71				30	46		

Cette typologie distingue des argumentations concernant le recours à la violence d'ordre aussi bien normatif, idéologique que stratégique. Certains actes, matériellement identiques tels une explosion, peuvent être utilisés sur un mode de dénonciation, dans une logique de propagande par le fait¹ mais également dans une logique de réponse à la violence des adversaires². *A contrario*, la catégorie « nécessité de la violence » regroupe des actes et des situations hétérogènes. Nombre des personnes interrogées considère qu'un renversement du système économico-politique actuel ne peut passer que par une phase insurrectionnelle – appelée de leurs vœux, dans un futur espéré proche – en revanche, les acteurs des mobilisations sociales contemporaines jugent nécessaires de répondre, aujourd'hui même, à la répression et aux violences policières qu'ils subissent. De même, le fait d'être militant antifasciste ou de se revendiquer révolutionnaire suppose de ne pas rejeter le recours à la violence, dès lors que l'adversaire – notamment identifié comme « fasciste » – assume lui-même l'usage de la violence.

1. La nécessité de la violence

1.1 La violence révolutionnaire

La nécessité du recours à la violence s'explique, en premier lieu, dans la conviction exprimée par cet ancien membre des Noyaux Armés pour l'Autonomie Populaire (NAPAP) que :

« n'importe comment on sait bien que les gens qui ont le pouvoir – on le voit même tous les jours en ce moment – ils sont pas prêts de vouloir lâcher... ce qu'ils ont. Donc ça se fera forcément de façon violente. Et ils utiliseront peut-être la violence les premiers d'ailleurs. » (L.)

La conviction que, pour abattre le système, l'usage de la violence est nécessaire trouve un écho dans le discours de ce membre fondateur d'Action Directe :

« Je suis toujours persuadé qu'on détruira les monopoles, c'est-à-dire monopoles politiques, monopoles économiques, monopoles financiers, monopoles de la violence que par la contre violence : la paralysie économique, la destruction du système financier, etc. Donc il y aura inévitablement une phase de grande violence, et de révolution et de chambardement et d'insurrection. » (C.)³

¹ Les Gari en étaient coutumiers (voir la série d'attentats de juillet 1974 et janvier 1975).

² Voir l'attaque du nouveau local du FN, le 9 juin 1998, veille de l'ouverture du procès des meurtriers d'Ibrahim Ali, revendiquée par les Francs Tireurs Partisans, Unité combattante « Jean Robert ».

³ Cette certitude s'exprime également dans le discours de Theodore Kaczynski, alias Unabomber, qui a envoyé pendant 18 ans des colis piégés à travers les États-Unis : « nous préconisons une révolution contre le système industriel. Cette révolution peut user de violence ou pas ; elle peut être brève et radicale ou s'étaler sur plusieurs décades en tant que processus graduel. Nous ne pouvons le prédire. Mais nous pouvons présenter de manière générale les mesures que ceux qui haïssent la société industrielle devront prendre pour s'engager sur le chemin de la révolution contre cette forme de société. Il ne s'agit pas d'une révolution POLITIQUE. Son objectif n'est pas de se débarrasser des gouvernements, mais de la base techno-économique de la société actuelle. » (Kaczynski, 1995) Cette conclusion part du constat selon lequel les sociétés « modernes » sont irrémédiablement bloquées. Le système ne présentant aucune possibilité de réforme, il doit être détruit.

Ce postulat, fondé sur la reconnaissance du monopole de la violence légitime par l'État, traverse les jeunes générations et s'exprime notamment chez ce militant révolutionnaire de 31 ans, antifasciste et actif dans les cortèges de tête :

« T'es un révolutionnaire ?

Oui, je me définis comme révolutionnaire, ouais.

- Et tu penses [...] qu'on peut parvenir aux objectifs de la révolution sans violence ?

Il rit. Ben non, j'ai déjà répondu, c'est impossible pour moi. Je vois pas, en fait, comment... En fait, je vois pas comment le système pourrait me tendre de lui-même, les moyens, les instruments pour me permettre de lui couper la tête, en gros. Ça me paraît un peu illusoire. Donc non, effectivement, non. Ça, c'est pour la question de l'illégalité : sortir du droit. Effectivement, il faut sortir du droit parce que le droit, il est taillé pour que le système se pérennise. Hier... je sais pas moi, hier le droit féodal justifiait le servage... euh, aujourd'hui le droit, il justifie... bah euh je sais pas moi... il justifie qu'une personne puisse détenir... je sais pas moi, que quelques personnes puissent détenir 99 % des richesses sur la terre, enfin. C'est pas les chiffres mais bon, c'est pour que t'aies une idée. Donc ça pour le droit, il faut pas le prendre en considération parce que le droit est taillé pour que le système se reproduise. Et pour la question de la violence, c'est autre chose, la question de la violence, c'est à peu près pareil parce que... si tu sors du droit, le système va faire en sorte... de te combattre et par tous les moyens et les moyens violents. La police, par exemple, elle est violente. Si tu... si tu respectes pas les consignes – même d'ailleurs parfois quand tu respectes les consignes –, si tu respectes pas les consignes, tu te fais matraquer. Et à cette violence, ben il y a, comme je te le disais tout à l'heure, il y a qu'une seule solution à apporter, c'est une violence supérieure qui les fait reculer. Une violence supérieure ou au moins égale, quoi. Non, pas supérieure ou égale mais une violence qui leur inspire la crainte. C'est ça hein, une violence qui permet de les repousser et potentiellement de les déborder. Donc pour la violence aussi, ouais je pense que c'est... c'est... c'est certainement pas une fin en soi la violence, si on peut s'en passer, il faut s'en passer mais il faut pas... il faut pas... la refuser en bloc. Je suis ni un pacifiste... ni un pacifiste ni quelqu'un d'ultra radical qui voit toutes les actions violentes comme nécessaires et géniales et voilà. Non, je pense juste que c'est un moyen sur lequel il faut s'appuyer : il y a des fois où ça sert à rien d'utiliser la violence et des fois où ça sert de l'utiliser. Et il faut juste voir ça comme un instrument et rien de plus. Mais oui, donc, oui ça me dérange pas d'utiliser des moyens violents pour... pour agir. » (B.)

Dans les textes théoriques d'AD, l'usage systématique de la violence contre les cibles adverses est théorisé : « L'enjeu actuel pour une organisation révolutionnaire est de savoir et de pouvoir faire converger toutes les luttes de base vers le renversement de l'ordre existant. Il est, pour nous, le projet communiste au sens où K. Marx disait : "Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état de choses existant." » (AD, 1982, p. 41)

La certitude faisant de la violence une nécessité en vue de réels changements sociaux anime aussi bien les militants qui l'ont mise en œuvre¹ que certains historiens, défendant l'idée

¹ « Nous [*i.e.* notre groupe dans les Gari] à l'époque, on considérait qu'il fallait attaquer le capitalisme... voilà, sous toutes ses formes et qu'il fallait passer par une... forme de lutte armée. Voilà. Parce qu'on le constate toujours de toute façon... À chaque fois qu'il y a un mouvement ou une avancée sociale forte, il y a toujours eu une forme quelconque de lutte armée ou de radicalisation. Le reste, ça n'existe pas. La prière, la grande prière des manif, moi je veux bien s'il y a du monde. Ça permet aux gens de se mobiliser mais là ça ne suffira pas. C'est évident. C'est évident. Leur loi, ils vont la faire passer mais quand ils vont vouloir. J'en suis convaincu. Le truc qu'il faut faire... moi je suis pas à la CGT, c'est une grève générale et... totale, paralyser le pays, faire chier les gens. Il y a pas d'autre solution. Et moi ça m'emmerderait aussi mais je vais pas dire : "non, je suis pris en otage". Merde ! Avant 68, on pouvait pas augmenter, ils pouvaient pas augmenter les salaires parce que l'économie allait s'écrouler. Elle s'est pas écroulée l'économie ! Et il faut voir les images... de la rentrée de 68, avec ces mecs et ces femmes qui pleurent en étant obligés de reprendre le travail parce que eux ils l'ont senti, le pouvoir ils l'ont senti. Dans des cas pareil, tu sens le pouvoir, tu sens que c'est est à portée de main ces trucs. » (D., Gari et AD)

qu'« aucun progrès social dans l'Histoire humaine n'a été obtenu par la discussion. (Cusset, 2016) Le rôle de la violence révolutionnaire comme forme de « renouvellement du répertoire de l'action collective d'extrême gauche » (Rapin, 2000, p. 54) explique ainsi la persistance d'un même répertoire de légitimation de la violence à travers le temps, c'est-à-dire sur les quarante années d'activité des militants interrogés.

1.2 L'inversion du rapport de forces

Dans certaines situations, les acteurs peuvent estimer que le seul moyen de s'imposer et d'inverser le rapport de forces passe par la démonstration de sa puissance. Telle est l'interprétation de ce militant antifasciste, dans le contexte de progression du Front National :

« - Pourquoi avez-vous choisi de vous lancer dans ça ?

Pour moi, c'était logique, j'étais, moi fils de réfugiés espagnols, éduqués dans la guerre d'Espagne : le fascisme, mon grand père, il m'a toujours répété – voilà, moi j'ai été marqué par ça – mon grand père, il m'a dit : "euh, il ne faut jamais laisser une seule chance au fascisme, même minime soit-elle il faut surtout pas leur laisser une chance". Donc pour moi, c'était logique, quand tu as épuisé tout ce qui tout ce qui est légalement possible de faire et qu'à un moment donné tu vois qu'en face les mecs, ils en sont à prendre trois mairies, qu'en plus ils peuvent se permettre de tuer un gamin de 18 ans, tu vois, sans qu'il y ait vraiment grand chose, à part l'indignation, une manif, machin, tu vois. Et 6 mois après Le Pen fait 15 % à la présidentielle de 95. Tu te dis, voilà les gens... À un moment donné, il faut passer à autre chose, faut passer à autre chose, déjà pour dire aux mecs du FN : "es gars, vous allez pas vous balader, vous allez pas arriver tranquilles comme ça. Il y a des gens qui s'organisent. Là, pour l'instant... on est gentil : on tape comme là mais demain, si ça devient plus sérieux, on peut aller aussi. Tu vois, on peut aller au-delà." Ça déjà c'était le premier message et le deuxième, c'était pour dire aux gens, qui justement... vous voyez, on peut s'organiser, on peut faire des choses. Rien n'est inéluctable. Après, chacun fait selon ses moyens mais nous on avait choisi cette voie mais on n'a jamais exemplarisé notre lutte. On n'a jamais dit aux gens... » (V.)

La violence intervient alors comme un mode d'affirmation politique, sur le mode de la réponse – non proportionnée – à la violence par la violence. Ce répertoire signifie qu'intentionnellement ou *ex-post*, celle-ci s'inscrit dans un rapport de forces qu'elle vise à influencer, infléchir, voire recomposer (Braud, 1993). Le recours à des actions spectaculaires intervient comme un outil de propagande à destination d'un public pluriel. Il participe d'une extension du répertoire des actions jugées légitimes par les acteurs politiques engagés, en l'occurrence, dans la lutte contre le Front National.

1.3 Les « actes de justice »

La théorisation du recours à des moyens d'actions illégaux et parfois violents dans une logique d'extension des moyens d'action politiques, visant à rétablir une justice au sein d'états du monde, est une constante de ces mouvements politiques. Ainsi l'interprétation du rôle de la violence comme un outil du répertoire de l'action collective intervient également, lorsqu'il s'agit de « rendre justice », qu'il soit question d'exécution – notamment d'individus ayant trahi – ou plus simplement de réappropriations. Ce militant antifasciste du sud de la France le résume parfaitement :

« Mais l'État en tant qu'État... on peut dire que je m'en fous complétement, pas dans le sens rebelle anarchie... mais dans le sens où si je pense que quelque chose est juste, je vais le faire, qu'il soit légal ou pas. [...]

Je peux te dire que l'année du CPE, il y avait tellement de militants qu'il y a

pas eu *une* expulsion dans le quartier... parce que les huissiers, ils osaient même pas mettre... deux pieds dedans. On a volé de la bouffe pour la redistribuer... on a saboté un nombre incalculable... de trucs industriels... qui avaient du sens hein, par rapport aux grévistes ou pas grévistes qui ont réagi violemment par rapport aux ouvriers, etc. C'est pas du... folklore. C'est réfléchi. » (Z.)

Illégalité et violence interviennent comme des outils de contre-pouvoirs dans un monde appréhendé comme injuste et eu égard auxquels certains déséquilibres peuvent être, momentanément au moins, rétablis. Ces outils s'inscrivent dans un cadrage identifiant les lieux et causes des injustices. Ils participent d'une dynamique de reconfiguration de cet état du monde et sont systématiquement subordonnés à une interprétation de ce que serait un ordre du monde juste – aux antipodes d'un usage arbitraire de la violence. La rupture avec l'ordre légal est théorisée par la gauche révolutionnaire contemporaine¹. Dans cette logique, l'illégalisme constitue un degré et une étape dans un projet plus systématique de renversement de l'ordre existant. L'intégration de la violence parmi les outils que se donnent les groupes révolutionnaires s'associe à un retournement du stigmate ainsi qu'à une réinterprétation symbolique des actes commis. Ainsi cette militante ayant participé au comité de soutien aux prisonniers de la Fraction Armée Rouge (RAF) déclare, lorsqu'on l'interroge sur la différence entre radicalisme et terrorisme :

« Le terrorisme, pour moi, ça ne veut pas dire grand chose pour moi. C'est souvent une expression mal utilisée. C'est semer la terreur, bon. L'idée, c'est de produire des effets disproportionnés à l'action, c'est-à-dire avec une action minime comparée aux... pouvoirs dont disposent les États, pouvoir provoquer des effets énormes. C'est ça l'idée un peu du terrorisme. Du coup, c'est donc pas forcément lié à la violence.

Mais moi je considère qu'un assassinat politique ciblé n'est pas du terrorisme. Or la Fraction Armée Rouge, dans l'ensemble, n'a pas commis d'acte terroriste... en tous cas n'a *jamais* voulu semer la terreur dans la population, au contraire... Non, elle a pas voulu, elle a exclu cette hypothèse et elle a été consternée, enfin les militants de la RAF ont été consternés par ce qu'ils avaient fait chez Springer, justement parce que là, ça ressemble à du terrorisme. Mais il y a pas eu d'attentats aveugles donc il y a absolument aucun rapport entre certaines pratiques terroristes et l'action de groupes de lutte armée, comme les Brigades Rouges en Italie qui ont toujours ciblé, et en même temps voilà quand on définit de plus en plus de figures de l'ennemi... ça veut pas dire que leur action était juste, sympathique, etc. Tirer dans la rotule d'un journaliste, ça ne me semble pas très sympathique, j'approuve pas mais c'est pas non plus du terrorisme. On a défini que ce journaliste était... voilà un suppôt du capitalisme, du système, etc., on punit, voilà. On l'abat mais c'est pas du terrorisme. En revanche, l'ETA a commis – mais c'est pas un hasard, si c'est des groupes nationalistes – l'ETA et l'IRA ont commis des actes de terrorisme, c'est-à-dire poser des bombes dans des consignes de gares, etc. Ça, ils l'ont fait. Ça c'est du terrorisme. Mais le reste, c'est pas du terrorisme. Mais le terrorisme, c'est juste une méthode, qui est utilisée par les États d'ailleurs aussi. » (N.)

Au-delà de la réinterprétation de l'ordre symbolique du juste, le propos introduit une neutralisation par le déni de la victime. Cette technique est sous-jacente aux explications des exécutions commises par AD² mais également dans la violence offensive déployée à l'égard

¹ « Illégalismes et lutte armée. L'intervention politique dans les usines et les quartiers s'effectue sous le signe de l'illégalité *puisque le droit bourgeois permet rarement aux prolétaires d'exprimer autrement leurs aspirations*. Le but de cette illégalité étant d'entraîner l'apparition d'illégalismes de masse et de les coordonner sous forme de contre-pouvoir. » (AD, 1982, p. 42)

² Ainsi qu'aux arguments convoqués lorsqu'il est question d'échange de coups de feu avec la police, lors de flagrants délits.

des forces de l'ordre, qualifiées de chiens de garde du système (voir infra 1.4). Toutefois les acteurs ne s'en tiennent pas – comme le feraient des délinquants (*i.e.* des déviants criminels) – au déni. Ils revendiquent leurs actes dans une logique visant à « rendre justice »¹ ou à « reprendre le pouvoir ». La violence intervient comme l'outil ultime dont peuvent s'emparer les franges dominées de la population pour, notamment, punir l'ennemi désigné. Le processus de neutralisation s'inscrit alors dans un narratif qui vise à produire du sens ainsi que dans une logique de construction des identités (voir McAdams, 1993²) et de récit de soi, mobilisant les figures du résistant, du combattant et de l'ennemi. L'interprétation alors pertinente relève moins de la psychologie cognitive que de l'interactionnisme symbolique. L'approche par les techniques de neutralisation – à la différence des théories cognitives, par exemple – permet ainsi d'appréhender à la fois les motifs et les motivations, et ne consiste pas seulement dans un processus d'information (voir Maruna et Copes, 2005, p. 284³).

1.4 La violence défensive

Sous un angle négatif et défensif, la violence est appréhendée comme nécessaire face à la répression et à la violence policière, dans une logique insurrectionnaliste. Cet argument est très présent parmi les jeunes générations ayant participé en France aux protestations contre la loi El-Khomri en 2016 et actives dans les cortèges de tête. Il ne s'agit pas d'une réponse proportionnée car le rapport de forces est fortement dissymétrique entre forces de l'ordre et manifestants, mais d'une posture défensive. Ce militant le déclare de façon lapidaire : « Si on utilise pas la violence, on se fait défoncer » (J.) tout comme cet autre jeune homme de la région Nord :

« Sur la question de la violence. En fait, je suis pas... j'étais pas à l'origine... et je suis toujours pas un adorateur de la violence. Je voue pas un culte à la violence politique mais c'est que... face à la répression, je me suis rendu compte que lever les mains, ça servait à rien, que le seul moyen de... de... le seul moyen de... s'en sortir, c'est d'apporter une réponse efficace à la violence policière pour les faire reculer, tu vois, et qu'il fallait pas lever les mains mais si possible essayer les faire reculer, les caillasser, tu vois. Je me souviens, les premières fois où vraiment j'ai été confronté à ça c'était en 2006. En 2006, moi les premiers trucs, les premières manif du CPE, j'étais pas du tout dans une optique... enfin dans l'optique... dans laquelle je suis actuellement quoi, tu vois. Je pensais qu'on pouvait régler les choses sans être violent politiquement, en gros. Que si tu faisais rien – c'est un discours très niais mais – que si tu faisais rien, les flics allaient rien te faire. En fait, j'ai vite vu la limite de ce discours, dans la pratique, tu vois. La pratique a fait que je me suis rendu compte que même si tu faisais rien, tu te prenais une rouste donc autant faire quelque chose.

Il y a un copain qui le faisait remarquer encore dans le mouvement loi travail, quand on allait en manif. On allait en manif et il y avait des copains qui disaient : "ouais, moi si je fais rien, il peut rien m'arriver." Et on lui disait "mais t'es complètement con de dire ça. Tu crois vraiment ça !" on lui disait mais "franchement, reste chez toi". Vaut mieux faire quelque chose et se faire... Il y a en a eu là encore pour la loi travail, il y a en a eu plein des gens qui se faisaient arrêter, qui avaient *rien fait du tout*, mais rien du tout et qui se prenaient des procès. Donc quand t'es confronté à ça, tu te dis ben déjà autant le faire ! Et puis si tu agis peut-être que effectivement ça servira plus que si tu fais rien, tu prends un procès. Vraiment, là clairement la pratique a fait aussi que... que je... que progressivement j'ai évolué dans mon rapport à la

¹ Voir l'exécution de Jean-Antoine Tramonî, qui assassina Pierre Overney le 25 février 1972.

² McAdams Dan P., *The Stories We Live By: Personal Myths and the Making of the Self*, New York, W. Morrow, 1993.

³ Maruna Shadd et Heith Copes, « What Have We Learned from Five Decades of Neutralization Research? », *Crime and Justice*, vol. 32, 2005, p. 221-320.

violence politique. » (B.)

Il ajoute plus loin :

« [...] la question de la violence, c'est à peu près pareil parce que... si tu sors du droit, le système va faire en sorte... de te combattre et par tous les moyens et les moyens violents. La police, par exemple, elle est violente. Si tu... respectes pas les consignes – même d'ailleurs parfois quand tu respectes les consignes –, tu te fais matraquer et à cette violence, ben il y a, comme je te le disais tout à l'heure, il y a qu'une seule solution à apporter, c'est une violence supérieure qui les fait reculer. Non, pas supérieure ou égale mais une violence qui leur inspire la crainte. C'est ça hein, une violence qui permet de les repousser et potentiellement de les déborder. Donc pour la violence aussi, ouais je pense que c'est... c'est certainement pas une fin en soi la violence, si on peut s'en passer, il faut s'en passer mais il faut pas... il faut pas... la refuser en bloc. Je suis ni pacifiste... ni pacifiste ni quelqu'un d'ultra radical qui voit toutes les actions violentes comme nécessaires et géniales et voilà. Non, je pense juste que c'est un moyen sur lequel s'appuyer [...]. Il faut juste voir ça comme un instrument et rien de plus. Mais oui, ça me dérange pas d'utiliser des moyens violents pour... pour agir. » (B.)

L'aspect défensif est souvent souligné chez les participants aux cortèges de tête venant de toute la France :

« J'ai exercé une forme de violence face à une violence qui arrivait : j'ai repeint les flics : c'était un moyen d'action pour faire stopper une violence [qu'ils exerçaient sur des manifestants]. » (I., p. 12)

Les descriptions de leur militance passée par les membres de la Gauche prolétarienne notamment rappellent l'existence d'une violence de rue bien plus spectaculaire, dans les années 1970, que ne l'ont été les confrontations entre forces de l'ordre et manifestants en 2016 en France¹. Aujourd'hui, comme le suggèrent les propos rapportés, le recours à la violence ne s'inscrit pas tant ni n'est conçu comme un outil de renversement du rapport de forces, foncièrement asymétrique, au plan des moyens mis en œuvre, mais comme la possibilité d'exister dans l'espace public et politique comme une force d'opposition et de contestation, s'affirmant comme radicalement déterminée. L'attitude offensive et la violence arbitraire des forces de l'ordre suscitent une posture, non pas d'*exit*, mais de réponse défensive nourrissant une construction identitaire affirmée, chez les acteurs, autour des thématiques de la résistance et de la lutte.

2. Usages stratégiques de la violence

2.1 L'inefficacité des autres moyens d'actions

La mise en œuvre de la violence se justifie de façon récurrente (à travers 17 occurrences) à partir du constat de l'inefficacité des autres moyens d'actions, qu'ils soient légaux ou illégaux ainsi que les précédents extraits l'avaient déjà suggéré. Cette inefficacité est constatée à l'occasion d'une situation ponctuelle – la défense de camarades condamnés par le régime franquiste – ou de façon systémique². Ainsi cette femme membre des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) déclare :

« C'était vraiment une horreur à l'époque comment ce Franco continuait, comment tout le monde glorifiait la résistance avec les gens qui s'étaient battus contre Hitler, et que tout le monde, tous les États traitaient avec Franco et qu'il

¹ Les manifestants actuels jettent des pots de peinture, des cailloux. Les jets de cocktails Molotov sont rares dans ces échauffourées.

² Voir supra la citation de V. concernant la montée du FN.

continuait à tuer des gosses de 20 ans, à torturer dans les commissariats. C'était insupportable cette idée. Et... l'inefficacité des manifs et tout ça, c'était aussi très éprouvant. Donc on s'est dit, il faut quand même démontrer quelque chose. Je pense que... je continue de croire que ça a été un peu positif quand même. Ça a fait prendre conscience à beaucoup de gens. [...] Après on s'est rendu compte que du coup beaucoup de gens, à partir cette action [*i.e.* l'enlèvement], tout en critiquant, tout en disant de tout ... s'étaient quand même mobilisés, il y a eu des prises de conscience que on peut pas tout laisser faire non plus. » (T.)

Ces usages instrumentaux de la violence reposent sur des calculs et des stratégies d'acteurs, partie prenante d'un conflit. Elle relève d'interactions entre acteurs, dont les choix stratégiques ont pu être interprétés à partir de la théorie des jeux ou de celle des ensembles organisés. Convoquée dans une logique instrumentale, la violence s'intègre comme un élément du fonctionnement et des transformations de systèmes sociétaux ou intersociétaux (voir Schelling, 1963 notamment). Interviennent ici comme éléments clefs la rationalité des acteurs, d'une part, et, d'autre part, l'interdépendance des décisions, fussent-elles celles d'user de la violence¹.

Le constat de l'obstruction de la structure des opportunités politiques peut également être systémique, comme le souligne cet ancien militant communiste :

« Tu vois, exemple concret, au début je m'investissais, je te l'ai dit, notamment dans les campagnes électorales, des trucs comme ça et j'en ai, très rapidement, j'en ai vu la limite, tu vois. Je me suis rendu compte que tout ça c'est du folklore, et que si tu veux être révolutionnaire, c'est-à-dire si tu veux saper les... si tu veux renverser le système, tu peux pas le faire en activant les leviers du... enfin, en activant les leviers du système. T'es obligé de passer par des moyens... détournés, et les moyens détournés... c'est l'illégalisme et... potentiellement la violence révolutionnaire qui sont juste des moyens, hein qui sont pas des fins en soi mais qui sont des moyens. » (B.)²

Le sentiment que la voix des mouvements sociaux n'est pas entendue ou que des revendications politiques tenues pour justes par les acteurs demeurent sans écho, *i.e.* la perception d'une fermeture de l'horizon politique pousse les acteurs à chercher d'autres moyens d'actions. L'interprétation de la violence par la structure des opportunités politiques (Tarrow, 1988) postule que « plus les mouvements sociaux ont de possibilité d'accès aux systèmes de décision, plus ils adoptent des stratégies modérées et plus ils empruntent les canaux institutionnels pour s'exprimer. » (Della Porta et Diani, 1999, p. 225) *A contrario*, observations empiriques et justifications avancées par les acteurs montrent que les usages contemporains de la violence sont nourris de la conviction qu'il n'existe pas d'autre moyen d'obtenir la prise en considération de ses attentes ou d'imposer ses solutions (voir Braud, 1993). La conclusion que les moyens d'actions politiques ordinaires sont voués à l'échec porte à développer des répertoires d'action, convoquant des moyens violents à des fins stratégiques.

Ces usages stratégiques de la force convoquent une violence instrumentale, distincte de la violence colérique. Celle-là « est exercée, sans passion ni agressivité incontrôlée, en vue d'atteindre des objectifs définis ». (Braud, 1993) Elle s'inscrit dans une logique de calcul et d'efficacité, qui implique la recherche consciente d'une proportionnalité des moyens mis en œuvre par rapport au but recherché. Bien que ce rapport à la violence ne soit pas l'apanage des contestataires, ces derniers la convoquent et l'utilisent comme une ressource parmi

¹ Dans les cas qui nous occupent, il convient de considérer la rigidité des décisions de la dictature espagnole à l'égard des prisonniers politiques et les effets de la répression policière au cours des manifestations récentes en France.

² Ce constat est aussi partagé par une étudiante parisienne : « je pense que oui, en fait, le fait, du coup, d'être confrontée avec cette violence, eh bien... je ne sais pas, de respirer des gaz lacrymogènes en continu pendant... trois à quatre mois, eh bien, oui, ça ne fait que nous radicaliser de ce point de vue là et peut-être que moi qu'effectivement, sans violence, en fait, on pouvait pas agir. » (H.)

d'autres, étoffant leur répertoire d'action¹ et leur permettant de s'imposer dans le jeu politique (voir Tilly, 1978). Si les gains escomptables sont élevés et les coûts réduits, notamment en termes de répression, alors la probabilité d'un recours à la violence augmente, dès lors que surgit une conjoncture favorable, c'est-à-dire une mobilisation croissante autour des revendications rejetées par les gouvernants (Tilly, 1978, p. 201 *et sqq.*), les oppositions à la loi El-Khomri en France en 2016 en étant un exemple.

2.2 La propagande par le fait

Dans les années 1970-80, nombre de militants ont eu recours à des actions spectaculaires pour dénoncer, faire prendre conscience, harceler (le pouvoir) dans une logique de propagande par le fait. Là encore, la violence est investie d'une fonction instrumentale. Elle constitue alors en un moyen parmi d'autres de conduire un conflit (voir Braud, 1993) et se trouve, le plus souvent, associée à des moyens pacifiques, employés concurremment (Oberschall, 1973, p. 332). Elle devient un moyen de « faire de la politique d'une autre façon »².

a. Il peut s'agir, dans certains cas, de réaliser une action ou un « coup stratégique » spectaculaire, au sens de Schelling (1986, p. 198), afin de débloquent une situation, lorsque les ressources et autres modes d'actions sont inadaptés ou ne permettent pas de débloquent une situation perçue comme intolérable (voir Grojean, 2009). Ce fut le cas de l'enlèvement du banquier Suarez par les Gari (voir supra citation de T.), afin d'obtenir la grâce voire la libération des camarades du Mouvement Ibérique de Libération (MIL) condamnés par le franquisme³.

¹ « Le cortège de tête a pour but essentiel de restituer un espace de contestation réel. Pour moi, c'est ça. C'est restituer un espace de contestation réel, voilà. Après, il y a la manifestation mais là on parle vraiment de l'action violente, on parle de ça mais après ça s'accompagne pas... ça ne peut pas ne pas s'accompagner d'autres choses à côté, plus constructif. Même si je pense que voilà, il n'y a jamais eu de négation sans position parce que voilà la manif crée, le cortège de tête crée un lieu de rencontre, un lieu de sociabilité. Un lieu où on crée des solidarités, on invente des pratiques. On reconfigure même un espace, je veux dire. » (A.) « Ça s'accompagne nécessairement de... je pense que ces mouvements qu'on a vite fait d'appeler casseurs ou autres sont aussi des mouvements qui sont très constructifs par ailleurs : que ce soit des communautés autogérées, que ce soit une production intellectuelle, une production physique : il y en a qui habitent... en province, avec une ferme, avec un champ, avec une menuiserie, avec des animaux, une fromagerie. Eux aussi produisent des modèles de société qui permettent de faire avancer... qui est une autre manière de faire de la politique. Donc ça sera jamais... encore une fois, faire autrement, ça a jamais une dimension réductrice. Je reviens sur ce que je disais tout à l'heure : *le cortège de tête n'est pas une fin en soi... n'épuise pas la politique et même, j'irais même plus loin, il a besoin aussi de gens qui sont pacifistes.* » (A.)

² Bien que les manifestations soient considérées comme un élément important du système politique démocratique, cette thèse fait l'objet d'une critique argumentée de P. Favre (1990b, p. 61 *et sqq.* ; voir aussi Favre, 1990a, p. 149 *et sqq.*) Les Brigades Internationales (BI) avouent, dans *Libération*, vouloir « créer une pratique politique nouvelle [...] la "propagande armée" [étant] en elle-même une manière d'intervenir politiquement. » (*Libération*, 1/07/1976)

³ « lorsqu'il est arrivé la condamnation de Salvador Puig Antich par Franco, là on s'est réuni à l'initiative du groupe toulousain, avec d'autres groupes, pour essayer de faire des actions autres que des manifestations parce que des manifestations il y en avait partout, qui allaient des sociaux démocrates jusqu'à l'extrême-gauche bien pensante, etc. mais qui donnaient... qui donnaient rien quoi.

Donc malheureusement... on avait prévu de faire des actions pour libérer, essayer de faire libérer Puig Antich mais ça prend du temps de monter des actions surtout que bon... d'une part, on était jeune, on avait pas beaucoup d'expérience sur les actions illégales, pas de moyens. On était tous plus ou moins salariés. Oui, les 9/10, sinon 95 %. On était salarié. Il y avait que C. qui vivait des braquages qu'il faisait. Mais pas nous. Nous, on se finançait avec nos salaires. Donc on n'avait pas beaucoup de moyens et le temps est passé et malheureusement l'exécution de Puig Antich est survenue. Et on a été... on a été pris de cours là, même si on avait déjà commencé à préparer un enlèvement et tout ça. Mais on n'était pas prêts encore. Il a fallu attendre...

b. Plus largement, il s'agit d'imposer, face au pouvoir notamment, une forme de résistance – voire de le harceler – ou de faire prendre conscience de l'injustice d'une situation à la population. Cet ancien membre des Gari puis d'AD le théorise en 2016 :

« - Vous avez mentionné vos convictions à l'époque. Pourriez-vous préciser ce qu'elles étaient ? [...]

- Quand j'ai commencé au tout début ? C'était d'abord de la révolte, du ras le bol. Puis les convictions... les convictions viennent après... après la réflexion, après l'analyse. Au début, les convictions, c'est ras le bol surtout. Ce monde, merde ! Il nous fait chier. Et après, ça vient petit à petit mais la conviction au moment des Gari, c'était clair, c'est qu'il fallait agir : Puig [Antich] s'était fait garrotter et il y en avait d'autres qui risquaient leur peau, quoi.

Après, moi... personnellement, dans toute cette période qui a duré quelques années, je sais pas si c'est une conviction mais moi je crois que – pour l'instant, je m'en aperçois, même dans l'histoire – le rôle de ces groupes dits actifs ou radicaux, quand je vois l'histoire, je le considère, sauf à certains moments précis, comme un peu du poil à gratter mais qui gratte beaucoup, quoi. C'est foutre... ouais c'est gêner le système... c'est servir... – mais évidemment c'est de plus en plus difficile les media, les trucs comme ça. Je considère que la lutte armée, il y a deux trucs : il y a la lutte armée et il y a la propagande armée. Je pense que ce qu'on a fait à l'époque, c'était essentiellement de la propagande armée. Aux GARI un peu de lutte armée parce que faire péter une ligne de chemin de fer ou surtout une ligne à très haute tension, ça leur coûte, en terme de pognon, mais l'impact était surtout médiatique, essentiellement médiatique. Moi, j'appelle ça davantage de la propagande armée. C'est un peu comme quand les résistants, les gens de la MOI... quand ils faisaient péter des trains, c'était du sabotage. Mais en même temps c'était aussi, parmi les cheminots, aussi une façon de montrer qu'ils existaient mais quand ils tuaient un officier ou même un soldat allemand dans la rue, l'efficacité en soi, dans une guerre, c'est nul, parce que franchement un mort dans les rues de Paris, alors qu'ils se prennent des bombes sur la gueule toute la journée, c'est nul. C'était simplement – moi, j'appelle ça – de la propagande armée. Se servir de ce moyen d'expression pour montrer que t'existes et pour essayer de faire bouger... un peu, un peu les gens et les consciences. C'est vrai que ça devient un peu délicat aujourd'hui avec ce nouveau discours sur la violence, les trucs, les machins, les gens comprennent plus. Quand tu parles de violence, ils confondent tout. Ça devient difficile. » (D.)

Il s'agit bien, comme le rappelle cet échange entre deux anciens membres d'Action Directe, de :

« C. : C'est faire de la politique différemment.

D. : Pour quelqu'un dans une usine, un prolo, ça peut être saboter... saboter la production. Il y a plusieurs façons de considérer la lutte armée. Les résistants l'ont toujours montré. Il y avait des groupes armés, il y avait du sabotage, du sabotage économique, de la propagande armée.

Moi, je considère qu'on a fait essentiellement... pas essentiellement parce que dans les Gari faire péter des voies ferrées, des trucs... – mais ce qu'on a fait beaucoup moi, j'appelle ça de la *propagande armée*, c'est-à-dire utiliser à un moment donné la violence et les attentats... pour mettre le point sur un sujet bien précis. » (D.)

Lorsque l'action illégale ou violente est intégrée dans une stratégie politique, l'organisation, l'institutionnalisation, la quasi totale maîtrise de l'action sont requises afin que le message soit saisi par la population. À la différence de la violence colérique, la violence instrumentale

c'était en mars, oui, 74... qu'il a été... exécuté et c'est... c'est en mai que nous, que les Gari, ils se sont créés dans la foulée, un regroupement donc de 3-4 groupes autonomes, plus... il y avait un autre groupe de Paris. On était 2 groupes de Paris, le groupe de Toulouse, les anciens du Mil, *i.e.* les compagnons de Puig Antich. Et puis on a fait appel à des Espagnols, parce que nous, comme je disais, on n'avait pas du tout d'expérience... pour ce genre d'action, c'était la 1^{re} fois que... qu'on allait se lancer là dedans. » (M.)

appelle directement l'attention sur les objectifs qu'elle sert (Braud, 1993), ainsi que le suggèrent ces extraits. Le recours à l'illégalité et à la violence se distingue alors spécifiquement de ce qui est le cas dans les logiques défensives précédemment exposées. Il s'agit d'attirer l'attention, par des moyens éventuellement spectaculaires, sur des questions sociales et, pour d'autres, environnementales (voir infra L.) mais, dans tous les cas, politiques. Telle était aussi la stratégie au sein des Napap :

« Ça doit être un mouvement de masse, c'est pas un petit groupe qui va prendre le pouvoir. Quand on faisait nos trucs, nous, c'était plutôt du harcèlement, et maintenir une pression qu'autre chose ou dénoncer d'une certaine façon ce qui se passait au jour le jour qui pouvait être dénoncé, par exemple sur le nucléaire, d'une autre façon. C'était... on n'était pas dans l'idée qu'on allait prendre le pouvoir, nous. On en avait pas l'intention ni... on en avait pas la capacité non plus. » (L.)

Cette volonté de « faire de la politique différemment » anime les Zadistes¹ ainsi que les jeunes générations, actives dans les protestations contre la loi El-Khomri, au cours de l'année 2016.

« - C'est quoi votre but ? [...]

le fait de retrouver une certaine forme de violence politique au sein... dans la rue, c'est en fait dénoncer ce désamorçage du... de la dimension... on va dire, un désamorçage de cette dimension très institutionnalisée – il y a des sociologues qui parlent de normalisation – donc c'est bien ça de normalisation de la manifestation qui est une simple expression d'opinion au sein – on va dire – d'un débat, qui est déjà posé par un système médiatique et à la fois par un système politique, qui pose des termes au débat, et un cadre conceptuel, au sein duquel la manifestation se place et qui n'a plus de volonté, et qui n'a plus comme horizon le plus important de renverser un gouvernement, ce qui nous nous intéresse pas en particulier. Renverser un gouvernement... je disais tout à l'heure que, pour moi, je ne personnalisais pas un pouvoir, pour moi, le gouvernement, c'est pas très important, en fait. Valls ne m'intéresse pas. Je m'en fiche. En fait, il s'agissait à la fois de produire un décalage par rapport aux syndicats qui... veulent conserver le monopole... du dialogue... social, et donc dans un cadre extrêmement institutionnalisé ou normalisé, de créer ce décalage par rapport à ça et à travers la confrontation avec la police ou – la confrontation avec la police n'est pas le seul élément – ou l'attaque des publicités, l'attaque de banques, des agences immobilières... En fait, de montrer que les manifestations ne cherchent pas en fait à participer au débat tel qu'on le pose mais en fait à questionner les présupposés même du débat, les concept qu'on nous pose dans le débat, que ce soit ce qu'on appelle démocratie, que ce soit ce qu'on appelle le travail, ce qu'on appelle l'activité, ce qu'on appelle la vie même. Ça va dans des choses qui ont une dimension un peu existentielles, éthiques même, politiques ou métaphysiques. Le fait d'être débordé en manifestation a cette dimension-là, à mon sens.

Donc quel est notre but derrière ? Je pense que le cortège de tête a pour but essentiel de restituer un espace de contestation réel. Pour moi, c'est ça. C'est restituer un espace de contestation réel, voilà. Après, il y a la manifestation mais là on parle vraiment de l'action violente, on parle de ça mais après ça s'accompagne pas... ça ne peut ne pas s'accompagner d'autres choses à coté, plus **constructif**. Même si je pense que voilà, il n'y a jamais eu de négation sans position parce que voilà la manif crée, le cortège de tête crée un lieu de rencontre, un lieu de sociabilité. Un lieu où on crée des solidarités, on invente des pratiques. On reconfigure même un espace, je veux dire. [...] Voilà, cette dimension du monde était très présente à travers les différents cortèges qui étaient en tête de manifestation, voilà, cette dimension de conflictualité vis-à-vis du monde. Donc c'est pas pour rien, que c'est beaucoup

¹ Voir « RésistanceS : Et toujours sabotage ! », 2 décembre 2016, <http://zad.nadir.org/spip.php?article4239>

de gens qui font des études de philo qui étaient dans ces cortèges. » (A.)¹

La réinvention de moyens d'actions – au-delà de ceux prescrits par le champ politique institutionnalisé – est au cœur de la dynamique politique qui anime ces groupes. L'ambition de « faire de la politique différemment » impose de réinventer à la fois les objectifs – ne se résumant donc pas à une prise de pouvoir – mais également les moyens de nourrir et d'œuvrer dans la vie politique nationale voire au-delà, à travers notamment la volonté d'éveiller les consciences. Il s'agit, dans et par ces actes, de s'émanciper des cadres intellectuels, organisationnels et d'expression imposés par les usages conventionnels du politique. En outre, la dimension physique de l'affrontement catalyse de fortes solidarités. Elle réintensifie le sentiment d'appartenance au groupe (voir Braud, 1993 et citation de A. supra), de sorte que l'affirmation politique par la violence participe de la structuration de groupes engagés dans une même cause.

3. Un engagement impliquant la violence

Certaines formes d'engagement vont porter les individus vers l'illégalité, passant ou non par une violence de basse intensité, justifiée par des motivations morales, politiques, instrumentales ou stratégiques. Il peut s'agir, dans un souci de solidarité, de fournir des logements à des camarades poursuivis, de leur procurer des papiers mais aussi de l'argent ce qui suppose alors des opérations « d'expropriation »². Dans les justifications proposées où le « vol », les cambriolages et braquages sont baptisés « expropriations » ou « emprunt » s'actualise « le déni du mal causé », technique de neutralisation consistant à requalifier les actes, en les minorant³. Ces procédés de requalification, répandus dans l'extrême gauche, témoignent également d'une reconquête de l'univers symbolique et se veulent la traduction d'une justice révolutionnaire.

De même, l'antifranquisme des Gari se pensait comme une lutte politique contre la dictature et déployait des actions de solidarité en faveur des camarades emprisonnés. Il a convoqué la propagande armée, sur le fondement de motivations morales et politiques. Ainsi l'antifascisme implique, aux yeux de nombreux militants, une part de violence, y compris chez ceux qui ne l'utilisent pas. U., militant antifasciste du sud de la France, interrogé sur la possibilité d'être antifasciste sans être violent répond :

« Non : alors... comment dire, sans l'utiliser soi-même peut-être, c'est-à-dire sans se sentir en capacité soi-même d'infliger une violence physique à l'extrême droite, c'est-à-dire sans aller fracasser un faf, oui. Mais on peut pas

¹ Ces usages de la violence ne sont pas un apanage masculin comme en atteste cette autre étudiante développant sa « propre justification » de « la violence en politique » : « Si on parle des vitrines de banque, déjà le fait de casser des vitrines, moi j'ai souvent essayé de casser des vitrines qui voulaient dire quelque chose, j'ai jamais voulu m'attaquer à des petits commerces parce qu'en fait, c'est... une protestation contre la présence dans l'espace public de bah, ces grandes banques ou de ces grands magasins qui... qui oppressent notre quotidien, puisque bah oui, on est obligé de vivre avec. Et finalement, la seule... le seul moyen de protester contre ça, c'est de s'attaquer directement à leur façade puisque c'est ce qui est le plus accessible, c'est quelque chose bah qui nous est imposé dans la rue. Pareil pour les publicités sur les arrêts de bus, les publicités J.-C. Decaux. C'est d'abord une action de sabotage qui fait que bon, ils vont perdre un peu d'argent même si c'est [elle rit] c'est symbolique par rapport à l'argent qu'ils gagnent mais c'est aussi une manière de se réapproprier la rue en disant : "Moi, je n'ai pas envie de vous voir dans l'espace public, dans l'espace que j'utilise tous les jours". » (X.)

² L'illégalisme est conçu par AD comme un « moment du processus de lutte » : « L'axe porteur du projet communiste sera alors celui de la transformation des illégalismes de masse en lutte armée, pour l'insurrection généralisée contre le pouvoir capitaliste, pour la mise en place du pouvoir ouvrier, vers la guerre de longue durée contre tous les impérialismes. » (AD, 1982, p. 41) La rupture avec l'ordre légal est théorisée par la gauche révolutionnaire (voir AD, 1982, p. 42).

³ Le vol de voiture pouvant par exemple être présenté comme un emprunt.

être militant antifasciste ou même être militant révolutionnaire sans assumer le fait que la violence, elle fait partie de la politique, que ça soit face à l'extrême droite, face à la police ou face à l'État, il y a toujours un moment où la violence, elle doit être là parce qu'on nous oppose une violence systématique. Pourquoi est-ce qu'on devrait... on peut en fait pas arriver à gagner sur quelques plans que ce soit, si on n'assume pas d'utiliser la violence. [...]

Il faut assumer ça, l'assumer politiquement en tous cas en général. Il faut assumer que les orgas antifascistes, elles doivent assumer la violence à un moment. L'extrême droite, et je reviens sur l'extrême droite en particulier, c'est leur principal axe de lutte, ça va être d'utiliser la violence systématiquement. Historiquement et encore aujourd'hui, l'extrême droite, leur principal axe de lutte, ça va être la violence. Pourquoi c'est tous, et dans beaucoup de groupes d'extrême droite des gros golgoths, énormes, surtestoréonés, surstéroïdés et qui font de la muscu tout le temps, et pourquoi les gros skins, c'est un gros phantasme de l'extrême droite car très clairement c'est comme ça qu'ils voient leur militantisme. Pour vaincre leurs ennemis politiques, ils utilisent pas la politique, la masse ou la rue, on les tue, on les... éclate, on les tue au pire. Voilà ils en ont tué en Europe, très peu de gens de groupes d'extrême droite qui sont morts depuis très longtemps, alors que là Clément s'est fait tué à Paris, alors qu'un camarade s'est fait tuer en Grèce, Pablo Fisas s'est fait tuer en Grèce, en Russie c'est par paquets de 10... en permanence. Au bout d'un moment il faut assumer que l'extrême droite utilise ça comme son principal vecteur de lutte, son principal axe de lutte plutôt. Du coup, faut être prêt à leur en opposer. Alors du coup, je suis pas pour la violence viriliste... de ah, on est dans la rue, on croise un faf et moi tout seul je te prends et je t'éclate car je trouve que c'est pas constructif politiquement, même si je trouve que si un faf se fait éclater, c'est très bien. Mais... globalement faut assumer, ouais, l'auto-défense populaire, elle est réelle et il faut l'assumer. Il faut assumer que face à l'extrême droite, il faut leur opposer une résistance et pas se laisser faire. Et des fois de leur mettre la pression, d'aller chez eux, devant chez eux – c'est à ça que servent les informations –, leur mettre la pression, sans les éclater ou en les éclatant... parce que... des fois il y en a besoin quoi. Et pour calmer un groupe entier, ça sert et même si encore une fois, je considère pas que c'est le principal axe de lutte. Ça se partage avec l'information, la politique et la violence, même si tout ça est très lié, tout est lié à la politique. Nos trois axes de lutte sont là : il faut être capable de se défendre, de contre attaquer parfois, ça c'est le plus important, il faut être capable de faire de la politique au milieu tout ça, d'informer les gens, de faire des tracts. » (U.)

La violence se voit ici justifiée tactiquement, stratégiquement et politiquement comme une violence défensive appelée par l'adversaire visé. Ce dernier étant identifié et défini comme violent, s'opposer à lui suppose, inévitablement, de ne pas reculer devant les moyens qu'il emploie. Au-delà, l'exercice ciblé de la violence constitue une pratique caractéristique et distinctive de l'extrême gauche. Ainsi dans les textes rédigés en 1982, AD produit une explicitation normative des actions menées dès avant 1979 – date de l'action inaugurale du groupe¹ – et dont les acteurs jugent souvent qu'elles parlent d'elles-mêmes². La légitimation de la violence par le ciblage de son exercice est une caractéristique de l'extrême gauche, persistant de nos jours. Une étudiante parisienne, qui a subi la violence policière avant même de participer aux cortèges de tête, théorise ses actions offensives contre la police :

« Pour ce qui est de s'attaquer aux policiers, euh... je me suis pas mal interrogée sur la fonction de policier et hum... Bah je me dis que c'est un métier qu'ils ont choisi, que quand ils s'engagent, c'est pour défendre l'État et

¹ Le 1^{er} mai 1979, AD revendique le mitraillage de la façade parisienne du Conseil National du Patronat Français (CNPF).

² « Les cibles ponctuelles correspondaient à des institutions hautement représentatives des menées effectuées dans ces domaines [impérialisme, immigration, emploi, logement et conditions de vie] et dont les agissements touchent directement et très concrètement, soit des groupes restreints mais particulièrement vulnérables, soit la grande masse de la population. » (AD, 1982, p. 12) Voir aussi RAF et AD (1985).

pour moi, l'État est responsable d'une violence beaucoup plus forte que la violence qui vient de nous-mêmes et qu'en fait, ne pas... ne pas protester contre cette violence, ça serait comme... ça serait être complice d'une violence beaucoup plus forte que de casser des vitrines. Et... et je me suis dit que... bah finalement, en devenant policier, on abandonnait un peu notre statut de... de civil, d'être humain lambda et c'est un métier, le métier c'est de protéger l'État et moi je m'oppose à l'État donc je suis obligée de m'opposer aux policiers. Je suis contre... je suis théoriquement contre la police mais bon, je ne me vois pas particulièrement attaquer un policier dans la rue comme ça, même si j'avais des chances de m'en sortir sans finir en garde-à-vue [elle rit]. Mais m'attaquer à des policiers qui se mettent entre moi et une cible ou qui essaient de s'attaquer à moi, ça ne me pose pas de problème. » (X.)

Ce type d'engagement politique, impliquant une visibilité dans l'espace public en vue de déployer un contre pouvoir, rencontre la résistance voire la répression de l'ordre établi. L'affirmation des positions, dont les acteurs sont convaincus de la justesse, les place face à la violence d'État qui les fera ou non reculer. L'ensemble de ces thématiques (réquisitions, solidarité et entraide, organisation contre la répression), s'articulant autour de l'illégalité voire de la violence, demeurent présentes en différents « Zones à Défendre » (ZAD) essaimant sur l'hexagone et se conçoivent dans les termes d'une résistance et d'une auto-défense populaires¹.

4. La délégitimation : l'accusation des accusateurs

4.1 Dénoncer la violence du système

Une dernière série d'arguments, fortement récurrente parmi les personnes interrogées et identifiable à travers 27 occurrences – c'est-à-dire bien plus de la moitié des discours –, consiste à dénoncer la primauté de la violence de ce qui est combattu : le système (capitaliste), le pouvoir, l'État, la société, la police mais aussi les groupes dénoncés comme fascistes ainsi que nous l'avons précédemment vu. Le fil directeur de la violence défensive se déploie à travers l'ensemble des argumentaires parcourus (voir les trois registres précédemment décrits). Cet argument était déjà présent dans les textes politiques d'AD (voir AD, 1982, p. 13), de même que dans les analyses de Georges Sorel, qui justifiait la violence révolutionnaire, à partir d'une distinction entre l'usage institutionnalisé de la contrainte matérielle, au service de l'ordre politique, et les usages protestataires ou contestataires de la violence² (Sorel, 1908, p. 169). La délégitimation des condamnations de la violence exercée opère via « l'accusation des accusateurs », technique argumentative consistant à s'en prendre aux mobiles de ceux qui condamnent l'acte déviant, en l'occurrence les forces de l'ordre, le gouvernement. Par ce biais, l'individu conteste la légitimité de ceux qui dénoncent ses agissements. Les occurrences, dans le contexte contemporain, en sont multiples. Nous n'en citerons que quelques exemples.

Interrogée sur la violence, cette anarchiste allemande proche des Gari déclare :

« Pour moi, c'est l'État qui l'amène. Tout à l'heure, quand on parlait d'Allemagne et tout ça, c'était la même chose, pour moi. À l'époque, on discutait beaucoup de ça. En fait c'était l'État qui était violent, la violence, la violence étatique. C'était pas la violence des terroristes et l'État a dû réagir comme ça parce que... le doigt a été mis à quelque chose que... l'État effectivement... exerçait sa violence. Il y avait une différence de... moyens ou de force, bien sûr. L'État peut... a les moyens de faire une violence extraordinaire. Enfin, "extraordinaire", c'est même pas le mot, tu vois. Die Staatsgewalt, en allemand, c'est un mot vachement, qui déjà dans la résonance

¹ Pour un exemple, voir <http://zad.nadir.org/spip.php?article3758>.

² « Nous dirons donc que la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre » (Sorel, 1908, p. 169).

est très très fort. Dans l'histoire de la RAF en Allemagne, c'était aussi l'État qui... faisait la terreur. » (É.)¹

L'interprétation de la violence comme réaction et réponse à une violence originelle est corrélative d'une représentation caractérisée de l'État ainsi que de l'appareil répressif. Elle se fonde également sur une interprétation de la violence symbolique, inhérente au système social. Le compagnon de É., également anarchiste, observe :

« P. : on est dans une société d'extrême violence.

R. : Et on l'était déjà.

P. : Les gens dont on se sent le plus près, qu'on appelait la classe ouvrière ou le prolétariat, c'est eux qui subissent le plus la violence... La violence d'État, elle est quand même fondamentale, par rapport à ça. On peut pas atteindre notre but.

CGL : On peut pas atteindre le but ?

P. : La violence d'État est formidable. Eux, en cas de doute, c'est clair ils préféreront une fin effroyable qu'un effroi sans fin, comme disait Carlitos. Eux, ils n'ont pas de doute là dessus. » (P.)

Plusieurs membres d'AD s'accordent également sur l'idée que la violence

« La violence, c'est foutre des gens au chômage, licencier. C'est ça la violence. G., elle le dit, elle me l'a dit, la violence, ils nous l'ont imposée. Je pense qu'elle a pas tort. [...] Ça peut pas se régler autrement. Je pense qu'il y aura toujours un affrontement hein, tu le vois dans l'histoire. Faut être prêt. Faut pas se raconter d'histoire. » (S.)

S. ajoute plus loin :

« C'est pas nous qui sommes violents, c'est eux, en face. La violence, elle est partout dans le monde. La violence, c'est pas casser une vitrine. Pour moi, c'est pas ça la violence. La violence, pour moi, c'est la loi travail, ça c'est de la violence. Licencier les gens, les foutre au chômage, ça c'est de la violence. Le mec qui bosse... qui se lève tous les matins pour faire 2 h de transport aller, 2 h de transport retour, et se faire chier dans une usine de merde, ça, c'est la violence, de la vraie. Mais bon, ils ont un discours sur la violence qui est trop facile. » (S.)

Face à la violence systémique, la résistance de mouvements et d'organisations s'opposant à ce système s'auto-justifie². La violence contestataire s'autorise d'autant plus qu'elle est présentée comme étant d'une intensité bien moindre que celle déployée par l'organisation macrosociale et politique existante. Cette interprétation demeure actuellement présente que ce soit chez les jeunes militants d'extrême gauche ou antifascistes. Cette militante antifasciste, interrogée sur ce que représente l'État pour elle, déclare que

« [...] l'État en tant que tel... pourrait être légitime, s'il était... s'il se comportait de manière correcte, on va dire. Il pourrait être protecteur. Il y a peu d'exemples dans le monde où l'État tient ce rôle-là. Donc pour moi, oui, il y a une violence d'État évidente et qui est assez insupportable. Et donc on l'a vécue pendant la loi travail, par exemple, avec une *hargne* et un mépris... Donc c'est, c'est *extrêmement* violent enfin voilà, le PS sans la gauche de la gauche n'aurait jamais gagné aucune élection. Donc... se faire frapper par des

¹ Son compagnon, dont les caractéristiques politiques sont analogues, souligne : « La non-violence, ça n'existe comme une arme qui peut être violente... Mais la passivité, c'est pas la non-violence. » (P.)

« La violence, c'est d'abord la violence du pouvoir. La violence, la vraie violence, c'est celle du pouvoir de ceux qui sont installés et qui écartent tout les autres qui sont en contradiction ou en désaccord avec eux, d'une façon ou d'une autre. » (G.)

² « À Longwy, en Corse, au Pays Basque, à Barbès, ailleurs encore, la violence est là, autolégitimée, car elle est la forme logique d'expression de ceux que les mécanismes du mode de production capitaliste abaissent et bafouent ; et elle n'est pas seulement une réaction de désespoir comme le voudrait le misérabilisme, elle est action d'espoir qui vise au dépassement pratique révolutionnaire des rapports d'exploitation et de domination. » (AD, 1982, p. 13)

gens qu'on a élus, c'est d'une violence extrême quoi !! Vraiment !! Se faire matraquer la gueule par un gouvernement de droite, ça n'a pas le même sens. C'est pareil physiquement mais politiquement c'est pas... c'est pas pareil. » (R.)

L'expérience politique et militante constitue un pôle d'altérité en figure de l'ennemi. Si la violence de la part de ce dernier n'est pas toujours physique – lors des répressions à l'occasion des mobilisations –, elle est perçue comme symbolique et systémique.

4.2 Sentiments d'injustice face à la violence des adversaires

La dénonciation ne stigmatise pas exclusivement la violence systémique mais également des meurtres ciblés, qu'il s'agisse de la mort de camarades¹ ou de crimes racistes (comme ceux, en Finlande, de Lahouari Benchellal dit Farid ou, à Marseille, d'Ibrahim Ali). La violence systémique s'actualise dans les violences perpétrées contre des camarades et/ou perçues comme des injustices.

4.3 Être poussé à la violence

Les dénonciations de la violence systémique, *i.e.* l'accusation des accusateurs, culminent dans l'idée que l'adversaire « nous force à utiliser la violence ». Cet argument est explicitement évoqué par un homme de la mouvance d'AD, interrogé sur la violence :

« La violence pour moi, c'est quoi ? C'est pas nous. Nous, on se défend de la violence mais on est obligé de l'utiliser... momentanément les armes de l'adversaire parce que... si on ne les utilise pas, ben on est détruit ou réduit à rien, quoi. Oui, la liberté d'expression peut exister mais ça s'arrête là. La violence, elle est intrinsèque à ce système, au système dominant que j'appelle bêtement – pas bêtement – traditionnellement le système capitaliste, bon. C'est pas du dogmatisme. Je pense qu'il existe ce système, et voilà, et je pense que ce système, il est ultra violent. Les exemples sont classiques. Ça va de la conception du transport qui... qui... génère mais tout, toute la société. La planète est détruite, si c'est pas une violence !! L'origine réelle des maladies... les priorités données à l'industrie d'armement par rapport à la recherche scientifique, à la lutte contre les maladies, contre la faim. Ce système est violent et... à côté nous sommes rien du tout. Nous sommes des gens qui nous défendons. » (Y.)

Cette lecture conduit les acteurs à décrire leur recours à la violence contre une contre violence comme une contre violence. Y. évoque les moyens qu'il a mis en œuvre comme « la contre violence révolutionnaire armée mais pas coupée des masses »². L'un des fondateurs d'AD avoue :

¹ « - Y a-t-il des événements qui ont eu un rôle décisif, pour toi ?

Qu'est-ce qui m'a fait dire un jour stop ?

- Voilà !

Les morts enchaînées des militants.

- Les « morts enchaînées des militants » ?

Les mecs qu'on voit partir. On connaît leur nom, le jour où ils meurent, en fait. Et tu sais que ce mec qui est parti, c'est comme ton frère, en fait. Même si j'ai jamais eu de frère et que je suis fils unique.

- Mais tu penses à qui, là ?

Je pense à Rémy Fraisse, je pense à Adama Traoré. Je pense à ces mecs-là, en fait. [...] » (I.)

² « Oui, des doutes, je peux préciser, ils sont importants les doutes quand même. Des doutes sur notre efficacité mais ça c'est... des doutes sur notre efficacité, sur... si pour moi c'est vital, ça. C'est aussi pour ça que je me suis engagé beaucoup dans *L'Internationale*. La violence, la contre violence révolutionnaire armée, oui mais pas coupée des masses. Donc le problème se posait : comment essayer de... d'élargir le petit noyau de convaincus ? Bien sûr,

« Je sais pas ce que c'est la violence. Je ne sais pas ce que c'est. Je sais que le système est violent. Si j'ai utilisé la violence révolutionnaire, c'est-à-dire la contre violence, j'ai essayé de le faire dans l'éthique de ma formation politique, dans l'éthique de ma formation personnelle, familiale, c'est-à-dire qu'on utilise la violence avec parcimonie et toujours guidée par la politique. » (C.)

Chacun dans leur registre, ces extraits soulignent la cohérence des justifications de la violence, que l'on considère que le système capitaliste ou social démocrate ne peut être réformé mais doit être renversé, qu'il soit perçu comme ultra violent ; que les forces de police soient négativement appréhendées comme des « chiens de garde » de l'État ou que celui-ci soit l'objet de représentations péjoratives, le peignant comme une coalition de forces au service des intérêts d'une classe ; que l'on estime enfin que tous les moyens légaux et non violents ont été mis en œuvre pour défendre une cause tenue pour juste, sans que l'on ait eu voix au chapitre. Tous ces registres ont un point commun : le fait d'assumer une violence conçue comme défensive et, dès lors, justifiée. Ainsi la justification de la violence, dans l'extrême gauche française, s'articule principalement autour d'une rhétorique de la violence défensive, qui s'actualise y compris dans le paradigme de la violence révolutionnaire, de la violence nécessaire du renversement du système. Celle-là se dresse en effet contre la violence d'un système producteur d'inégalités, d'injustices, de corruptions. La violence intervient comme l'instrument ultime dans un processus permettant aux groupes, défavorisés dans le rapport de force existant, d'instituer un acte de justice dont la portée et la signification sont politiques. La position des groupes politiques ici abordés consiste donc à se placer dans une posture de réaction – et de résistance – face à une figure constituée de l'adversaire voire de l'ennemi politique, incarné soit par le système capitaliste – que nourrissent et défendent les institutions étatiques – soit par le fascisme et ses représentants.

Conclusion

L'enquête empirique que nous avons réalisée a permis d'enrichir deux des systèmes interprétatifs de référence à partir desquels se voit analysée la violence politique, appréhendée comme une déviance eu égard aux outils traditionnels en vigueur dans un système démocratique pacifié, c'est-à-dire une violence revendiquée comme une ressource et un moyen de « faire de la politique » autrement. La présente analyse a également contribué à mettre en question plusieurs thèses, en premier lieu, l'hypothèse faisant de cette violence le fruit de la frustration relative. Elle a ensuite souligné la place des justifications instrumentales de la violence au détriment des légitimations en termes de retournement du stigmat ou d'identification à la figure populaire du « bandit social ».¹ Nous ne récusons pas que les « expropriations », occupations illégales, etc. n'adviennent pas que dans une optique exclusive de solidarité avec des camarades mais également parce qu'elles répondent à un mode de vie, assumé par les acteurs, qui les assimile partiellement à la figure du bandit social. Elle a enfin révélé la permanence d'un certain discours sur la violence politique, du côté de la gauche radicale, puisque les arguments mis en évidence émanent de militants dont l'activisme a

c'est un questionnement, voire un doute : est-ce qu'on a fait pour ce qu'il fallait faire pour ? On peut y répondre. En tous cas, on n'a pas fait... on n'y est pas arrivé mais on n'est pas à l'heure des bilans. Ça, moi, je ne dresserai jamais un bilan tout seul. » (Y.)

¹ Nous évoquons ces trois aspects en référence à l'analyse proposée par I. Sommier estimant que « la violence jouit d'une valorisation plus ou moins active auprès de certains groupes sociaux (Sommier, 2008, p. 12) ; et ce pour différentes raisons, non exclusives l'une de l'autre : parce qu'elle est conforme à l'image en général négative, que l'environnement renvoie du groupe, qui procède ainsi au retournement du stigmat ; parce qu'elle s'ancre sur un modèle social, comme par exemple la figure populaire du « bandit social » ; parce qu'elle bénéficie d'une légitimation instrumentale, grâce en particulier à un *vecteur idéologique*. »

parfois quarante ans d'écart¹. Ces éléments apportent un contre point aux analyses en termes subjectivistes et psychologiques de la violence politique proposées par la presse ou par le gouvernement français (voir Guibet Lafaye et Brochard, 2016 ; Guibet Lafaye, 2016)

Au-delà de ces éléments de cadrage théorique, la violence, en particulier de nos jours, c'est-à-dire dans une configuration où le rapport de forces est excessivement dissymétrique et où le contexte social n'est plus celui des années 1960-1970, n'intervient que comme un outil de remise en question de l'ordre symbolique et normatif dominant (voir les destructions des cibles symboliques lors de manifestations). Il s'exprime dans de nombreux textes de revendication récemment rédigés par des Zadistes² ou d'autres activistes. Bien que la violence soit convoquée par ces groupes contestataires comme mode d'affirmation d'un pouvoir de faire front, elle demeure une ressource politique inégalement disponible. Trotsky (1911) soulignait déjà l'échec du recours à la violence du fait de l'asymétrie des forces en présence et de la configuration systémique. Ce constat permet d'appréhender, par anticipation, les limites des actions et des conséquences des actions des militants des années 1970-1980 à nos jours. Quoique les répertoires de légitimation de la violence, ici mis au jour, puissent se retrouver dans les revendications d'autres organisations employant la violence, qu'il s'agisse de l'extrême droite ou du salafisme djihadiste, à travers notamment l'idée que la violence de l'ennemi, *i.e.* de l'État est première, les actions menées par l'extrême gauche, hier comme aujourd'hui, gardent la spécificité de leur ciblage ainsi que la sociologie et la théorie politique l'ont jusqu'à présent constaté.

Références

« Black Bloc, au singulier ou au pluriel... mais de quoi s'agit-il donc ? + communiqués », éd. Turbulences, sept. 2000.

Action Directe, Déclaration commune de la Fraction Armée Rouge et d'AD, 15 janvier 1985, *Front Social*, n° 5.

Action Directe, *Pour un projet communiste*, Docom, 1982.

Becker Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* [1963], Paris, Métailié, 1985.

Benford R.D. et D.A. Snow, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, 1, 1988.

Benford R.D. et D.A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000.

Benford Robert D. *et al.*, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 3, 2012, n° 99, p. 217-255.

Berkowitz L., « The frustration-aggression hypothesis: Examination and reformulation », *Psychological Bulletin*, 1989, 106, p. 59-73.

¹ Le rapport à la violence policière est prégnant pour les jeunes générations notamment parce que leur violence se déploie aujourd'hui dans la confrontation avec les forces de l'ordre plutôt que dans des expropriations quoique certains soient squatteurs ou Zadistes, *i.e.* occupants de Zones À Défendre.

² « La violence est avant tout un mot, un concept, une idée, sortie des dictionnaires et agitée comme un épouvantail par les tenant.e.s de l'ordre établi, qu'il soit moral, étatique ou religieux. Être violent.e, c'est être « du mauvais côté », qu'il s'agisse d'un acte concret ou d'une simple attitude : l'hostilité manifeste à l'encontre d'un.e représentant.e de l'ordre peut être considérée comme un « refus d'obtempérer » voire une « rébellion ». Refuser une loi ou un projet considéré comme « légal » par l'état – ne serait-ce que par la pensée ou la libre expression de cette pensée – est déjà à ses yeux une forme de violence, de rébellion, alors que mettre des milliers de personnes à la rue en plein hiver ne l'est pas... On voit bien par ces exemples que c'est l'état policier qui définit le degré de violence ; et en appeler à la non-violence, c'est d'une certaine façon faire allégeance à cette notion de violence définie par l'état, ou au moins négliger de la questionner. » (« RésistanceS : Et toujours sabotage ! », 2 décembre 2016, <http://zad.nadir.org/spip.php?article4239>)

- Berkowitz L., *Aggression: Its causes, consequences, and control*, New York, McGraw-Hill, 1993.
- Besley Timothy et Torsten Persson, « The logic of political violence », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 126, n° 3, 2011, p. 1411-1445.
- Borum Randy, « Radicalization into Violent Extremism I: A Review of Social Science Theories », *Journal of Strategic Security*, vol. 4, n° 4, 2011, p. 7-36.
- Braud Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, 09-10, printemps-été 1993.
- Cable S. et T. Shriver, « Production and Extrapolation of Meaning in Environmental Justice Movement », *Sociological Spectrum*, 15, 1995.
- Čapek S.M., « The “Environmental Justice” Frame: A Conceptual Discussion and Application », *Social Problems*, 40, 1993.
- Carroll W.K. et R.S. Ratner, « Master Frames and Counter-Hegemony: Political Sensibilities in Contemporary Social Movements », *Canadian Review of Sociology*, 33, 1996a.
- Carroll W.K. et R.S. Ratner, « Master framing and cross-movement networking in contemporary social movements », *The Sociological Quarterly*, 37(4), 1996b, p. 601-625.
- Cusset F., « Quand sautera l’ultime verrou », 2016, [Hebdo #47, avec François CUSSET par Là-bas si j’y suis](#).
- Della Porta Donatella et Mario Diani, *Social Movements, An Introduction*, Oxford, Blackwell Publishers, 1999.
- Elster Jon, « Motivations and Beliefs in Suicide Missions » in Diego Gambetta, *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Favre P., « Nature et statut de la violence dans les manifestations contemporaines », *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, 1990a.
- Favre P. (dir), *La manifestation*, Paris, Presses de la F.N.S.P, 1990b.
- Feierabend I. et R. Feierabend (dir.), *Anger, Violence and Politics. Theories and Research*, Englewood, Cliffs, Prentice Hall, 1972.
- Fox Piven Francis et Richard A. Cloward, *Poor People’s Movement : Why They Succeed How They Fail*, New York, Pantheon Books, 1977.
- Frau-Meigs Divina, « La panique médiatique entre déviance et problème social : vers une modélisation sociocognitive du risque », *Questions de communication*, 17 | 2010, p. 223-252.
- Gamson W.A., B. Fireman et S. Rytina, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood (IL), Dorsey Press, 1982.
- Garfinkel Harold, « A conception of, and experiments with, “trust” as a condition of stable concerted actions », in O.J. Harvey (dir.), *Motivation and social interaction: cognitive approaches*, New York, Ronald Press, 1963, p. 187-238.
- Goffman E., *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York, Harper Colophon, 1974.
- Goffman E., *Strategic Interaction*, Oxford, Basil Blackwell, 1969.
- Graham Hugh Davies et Ted Gurr, *Violence in America*, New York, Signet Books, 1969.
- Grojean Olivier, « Violences contre soi », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Science Po, 2009, p. 564-570.
- Guibet Lafaye C., « Interprétations politiques de la causalité terroriste », *Métabasis.it*, Frammenti 3, XI, n° 21, Univ. Insubria – Varese (Italie), mai 2016, DOI: 10.7413/18281567079. http://www.metabasis.it/articoli/21/21_Guibet%20Lafaye.pdf
- Guibet Lafaye C., « Portraits de terroristes. Décrire et juger plutôt que comprendre : l’action politique violente vue par la presse », *Communication*¹, 34/2, Université de Laval, Laval (Canada), 2017.

¹ <http://communication.revues.org>

Guibet Lafaye C. et P. Brochard, « La radicalisation vue par la presse : fluctuation d'une représentation », *Bulletin de Méthodologie Sociologique (BMS)*, Paris, Sage, vol. 130, n°1, 2016, p. 1-24.

Gurr Ted Robert, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Hagelsen Joan et Ziuthre Camille, « Le cortège de tête vu de l'intérieur ou la lutte hors cadre. (Entretien fictif de deux participants au « cortège de tête » avec un interlocuteur imaginaire simplement curieux) », *Les Temps Modernes*, 5/2016, n° 691, p. 190-198.

Herpin N., *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, PUF, 1970.

Hobsbawm E.J., *Les Bandits* [1969], Paris, La Découverte, 2007.

Kaczynski Theodore, « La Société industrielle et son avenir », éd. Hache, septembre 1995, <http://editions-hache.com/essais/kaczynski/kaczynski1.html>

Klandermans B. et S. Goslinga, « Media Discourse, Movement Publicity, and the Generation of Collective Action Frames: Theoretical and Empirical Exercises in Meaning Construction », in D. McAdam *et al.* (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Lemert E., *Human deviance, social problems and social control*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1967.

Lupsha Peter, « Explanation of Political Violence: Some Psychological Theories Versus Indignation », *Politics and Society*, 2 (1971), p. 89-104.

Maruna Shadd et Heith Copes, « What Have We Learned from Five Decades of Neutralization Research? », *Crime and Justice*, vol. 32, 2005, p. 221-320.

Matza D., *Becoming Deviant*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall, 1969.

McAdam D., « Recruitment to High Risk Activism. The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986.

McAdams Dan P., *The Stories We Live By: Personal Myths and the Making of the Self*, New York, W. Morrow, 1993.

Merton R. K., « Épilogue : social problems and sociological theory », in R. K. Merton, R. Nisbet (éd.), *Contemporary social problems*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1971, p. 793-845.

Nieburg H.L., *Political Violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969.

Oberschall Anthony, *Social Conflict and Social movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

Ogien Albert, *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin, 1995.

Parsons Talcott, *The Structure of Social Action* [1937], New York, The Free Press, 1949.

Parsons Talcott, *The Social System*, New York, The Free Press, 1951.

Pomarede Julien, « L'(in)sécurisation par les technologies militaires et la mise en sens de la violence : le cas de l'intervention militaire de l'OTAN au-dessus de la Libye (2011) », *Cultures et Conflits*, n° 93, 2014, p. 125-145.

Rapin Ami-Jacques, « Le professionnel de la lutte armée, militant par excellence ou pernicieux déviant ? Le terrorisme d'extrême gauche en Europe, 1969-1979 », in José Gotovitch et Anne Morelli (dir.), *Militantisme et militants*, Bruxelles, EVO, 2000, p. 54-64.

Robert Ph., F. Soubiran-Paillet et M. van de Kerchove (dir.), *Normes, normes juridiques, normes pénales*, Paris, L'Harmattan, 1998, 2 vol.

Schelling Thomas C., *Stratégie du conflit* [1963], Paris, PUF, 1986.

Schifres Sébastien, « La Mouissance autonome en France de 1976 à 1984 », mémoire d'histoire-sociologie, Université de Nanterre, 2004.

Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.

Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, coll. Contester, Presses de Sciences Po, 2008.

Sorel Georges, *Réflexions sur la violence* [1908], Paris, Seuil, 1990.

Sykes Gresham et David Matza, « Techniques of Neutralization: A Theory of Delinquency », *American Sociological Review*, 22(6), 1957, p. 664-670

Tarrow Sidney G., « National Politics and Collective Action : Recent Theory and Research in Western Europe and the United States », *Annual Review of Sociology*, vol. 14, 1988, p. 421-440.

Thomas Claire, « Why don't we talk about "violence" in International Relations? », *Review of International Studies*, vol. 37, n° 4, oct. 2011, p. 1815-1836.

Thompson J.B., *Studies in the Theory of Ideology*, Cambridge, Polity, 1964.

Tilly Charles, *From Mobilization to Revolution*, Londres, Addison-Wesley Publishing Company (Mass.), 1978.

Trotsky Léon, « Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel », texte inédit en français, publié dans la revue autrichienne *Der Kampf*, novembre 1911.

Weber Max, *Économie et société* [1922], Paris, Plon, 1971.

Wieviorka M., *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1998.

« Black Bloc, au singulier ou au pluriel... mais de quoi s'agit-il donc ? + communiqués », éd. Turbulences, sept. 2000.

« RésistanceS : Et toujours sabotage ! », 2 décembre 2016, <http://zad.nadir.org/spip.php?article4239>